

La Gueule ouverte

239

N° 238/ Hebdomadaire/ 6 décembre 1978/ 5FF

Suisse 3FS/ Belgique 42FB.

Larzac

710 kilomètres pour un remembrement?



Photo Arnaud Baumann

Du cabas à provisions

Qui n'a, dans ses souvenirs d'enfance, la vision d'une mère ou d'une grand-mère rentrant du marché, portant un cabas ou un panier d'où dépassent le poisson enveloppé de papier de journal, les vertes feuilles du poireau...

Actuellement, comme dit la chanson, « tout fout l'camp », et parmi les premiers, le panier de la mère, et même le sac à provisions, cornes d'abondance d'où sortait la nourriture de la semaine...

Qu'un économiste parle chiffres et théories, on lui dit tout aussitôt « prenons un cas pratique : le panier de la ménagère ! En fait de concret, on ne peut plus mal choisir : ce fameux panier tend à être relégué parmi les mythes, ou au moins dans les rangs des objets désuets, bons pour nos grands-parents, et inadéquats dans notre ère de « liberté » - qui donc va s'encombrer d'un pareil monument ? Sans compter qu'il vous désigne infailliblement comme celui/elle qui « part faire ses petites courses », et que chacun (principalement dans les grandes villes) préfère s'acquitter le plus discrètement possible de ce besoin pourtant naturel (malheureusement au retour, si le volume des emplettes est important, il faut bien assumer la chose).

Le panier (ou le sac) à provisions ça fait vraiment trop français moyen, « baguette sous le bras plus panier à provisions plus litre de rouge ». Foin donc de ces symboles dégradants ! Lorsque c'est possible, on glisse ses emplettes dans sa poche, honteusement. Tranches de jambon, fruits... quels merveilleux trésors ne recèlent pas les élégants costumes de jeunes cadres réputés dynamiques ? Encore que parfois, ils préfèrent utiliser carrément leur « attaché case », et enfouir leur repas du soir au sein de leurs dossiers !

Pour aller au Supermarché, le sac semblerait indiqué - la bonne vieille toile cirée ou quelque avatar modernisé de celle-ci... Mais non ! A notre époque de pénurie de matières premières (en particulier bois pour pâte à papier), cela conduit à un gaspillage effrayant de sacs papier et sacs plastiques.

Remarque en passant : le consommateur à qui le sac plastique est donné fait le plus souvent une publicité gracieuse au commerçant ; que dans certains cas il faille en plus acheter (un franc ou deux, mais quand même) lesdits sacs est un paradoxe que peu semblent remarquer !

Alors, on se le fait ce comité de défense du sac à provision

Alain Noel
35 rue du Ruisseau
75018 Paris

Les mêmes, autrement

Le mouvement des jeunes giscardiens « Autrement » vient de faire paraître dans la presse régionale Normande, sous le titre « Autrement » dit oui... au nucléaire », un communiqué véritablement calomnieux envers les écologistes et anti-nucléaires. Nous n'avions encore jamais vu un tel langage de leur part. Cela traduit-il un réflexe d'auto-défense ?

Le mouvement écologique serait-il si dangereux pour eux, en Basse-Normandie tout au moins, pour qu'ils en arrivent à employer de tels arguments ?

Les jeunes seraient-ils davantage attirés par l'écologie que par le giscardisme ? C'est certainement une des raisons.

Il me semble très intéressant de pouvoir dire à tous vos lecteurs que les giscardiens y ont enfin dévoilé leur fascisme. Pour la première fois, ils nous ont montré noir sur blanc qu'ils sont des anti-démocrates, totalitaires et fascistes (sans doute ne l'ont-ils pas fait exprès).

Voici ce qu'ils ont écrit et mis à la connaissance de tout le monde, ou tout de moins en voici un extrait révélateur, tout le reste de l'article consistant à expliquer avec les arguments les plus idiots qu'ils aient pu trouver, pourquoi il sont pro-nucléaires :

« Nous aimons la nature, nous n'accepterons pas que notre département (la Manche) soit souillée. La qualité de la vie de notre pays est certes l'affaire des pouvoirs publics et nous leur faisons confiance ». Autrement dit : vive les petits oiseaux, mais à mort l'autogestion : notre vie ce n'est pas notre affaire. Et le plus grave de l'article : « Nous dénonçons l'infiltration dans l'administration de nos communes d'éléments écologistes perturbateurs du bon ordre, et qui n'ont aucun pouvoir pour informer les administrateurs et leurs administrés ».

En 1940, c'est aux Juifs que l'on refusait les droits civiques. En 1978, selon les giscardiens, parce qu'on est écologiste, on n'a pas le droit de s'exprimer, on n'a pas le droit d'être élu local, on n'a pas les mêmes droits civiques que tout autre français. N'est ce pas cela que l'on appelle fascisme ? Finalement, nous sommes heureux dans la Manche, qu'ils aient dit enfin ce que leur démagogie cachait depuis toujours. Maintenant ils ne vont plus pouvoir se cacher. Maintenant nous pourrions ressortir cette phrase chaque fois qu'ils ouvriront leur gueule et croyez moi, nous, on va s'en servir de ce communiqué destiné à nous abattre.

J.M. Bouchard

Cambricoleur, un métier menacé

Contrairement à ce que prétendent certains, le nombre des crimes a diminué au cours de ces dernières années.

Pourtant depuis plusieurs mois, pour les médias, le moindre larcin prend des allures de hold-up sanglant. Des grands-mères sont mangées tous les jours par des méchants loups ; les couloirs du métro transformés en coupe-gorges. Si après ce régime, la peur ne s'est pas installée chez les honnêtes citoyens, c'est à désespérer de l'influence de la radio-télé. Réaction simple, il faut se défendre.

Un homme tue son fils. Pour qu'il ne descende plus boire la nuit sans prévenir, son père décide de lui mettre un peu de plomb dans la cervelle. Légitime Défense. Ce mouvement de martyrs, légitimement accusé de créer une psychose répond non moins légitimement mais moins intelligemment que c'est un accident, une bavure. (Le coup est parti tout seul avant qu'il n'ait pu atteindre l'interrupteur). Voir la gueule des parents de la bavure maintenant. Moralité, au lieu d'avoir une arme à votre chevet, faites vous plutôt installer un interrupteur électrique général, afin de ne pas vous prendre vous-même, dans le noir, pour un voleur venant dérober votre arsenal et de ne pas vous tirer un méchant coup de couteau, de fusil, de revolver ou de pioche à travers le pyjama.

Dans le temps, il n'y avait que les chasseurs ou les anciens de 14 qui étaient armés, rien que des gens responsa-

bles. A présent, tout le monde réclame sa force de frappe. Les serruriers ont déjà fait fortune avec les portes blindées. Les fabricants d'appareils électroniques jubilent de voir leurs ventes de sirènes, de détecteurs en tous genres croître. Les armuriers ont liquidé leur stock de pièges, de revolvers, de matraques et autres amuse-gueules. Les chiens méchants sont sortis de la fourrière. Le métier de cambrioleur devient très dur, et peut-être même, va-t-il disparaître complètement. Alors qu'est ce qu'on va foutre de tout notre matériel ?

bandabaader ici, quand même ! L'ennemi on l'a déjà. Il est partout, vous voyez pas tous ces jeunes, ces babas, ces punks, ces écolos, ces chômeurs, ces rockers, tous ces mauvais payeurs, ces arabes, ces nègres.

Alors les voleurs c'est juste pour nous entrainer ! D'accord. Autrefois quand on vous a demandé de dénoncer, et de pourchasser Pierre Conty, vous l'auriez fait, ça aurait évité cette campagne de frousse et tous ces morts. Maintenant quand un mec se sera échappé, quand un déte-

Suicide en expansion.

On parle beaucoup depuis le début de cette semaine du « suicide » de la secte du « Temple du peuple ». Les faits sont connus, et tout le monde s'en émeut, s'inquiète, beaucoup semblent voir là un phénomène inexplicable en cette fin du 20ème siècle. Je crois cependant que l'analyse de ce phénomène et de ce qui le rend horrible permet de voir que nous ne sommes pas si loin de la logique générale.

On a pu être épouvanté par le fait que douze cent personnes aillent vivre en pleine jungle, que cinq cents (?) meurent sur l'ordre de leur chef. Toute la presse trouve ces chiffres énormes, alors que, des Arméniens aux Palestiniens en passant par les Juifs et les Tartares de Crimée, on a vu que la déportation et l'extermination de millions de personnes est un mode de gouvernement reconnu, sans parler de Verdun ou d'Iroshima, ni des morts de tous les jours sur les routes ou dans les usines, qui n'ont pas l'idée de mourir ensemble, et passent donc inaperçus.

Il se pose aussi la question du suicide, et du suicide collectif. C'est probablement la question la plus grave, et celle dont personne ne parle. Nous avons déjà vu le suicide des chefs de l'armée japonaise en 1945, celui des bonzes vietnamiens contre la guerre US ou des étudiants tchèques contre l'invasion soviétique. Mais alors ces suicides suscitaient en général le respect et l'admiration en même temps que l'horreur devant la mort. A Jonestown, il n'y a plus que l'horreur, et cela parce que nous doutons de la liberté de ceux qui sont morts. Ce « suicide » est d'abord le fruit d'une manipulation, et des méthodes radicales ont été employées contre ceux qui ne se laissent pas persuader. Et là nous ne sommes plus au Moyen Age ! Les techniques de lavage de cerveau ont été mises au point dans les armées d'un peu partout, pour transformer les hommes en robots, pour qu'ils obéissent à n'importe quoi, jusqu'au suicide ; les témoignages ne manquent pas, que ce soit à propos des marines aux USA ou des stages commando dans les unités de choc de l'armée française.

On y emploie toutes les méthodes désormais classiques, privation de sommeil et de nourriture, sanctions permanentes, interdictions de rester seul ou de se reposer, ... Ces mêmes armées ont d'ailleurs eu recours aux décimations pour achever de convaincre les récalcitrants.

Si quelque chose est inquiétant dans la secte du Temple du peuple, c'est la prolifération de ces techniques, et le fait que les méthodes des armées, et de bien d'autres pouvoirs (prisons, écoles, couvents) sont maintenant à la portée de tous.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que toutes les bonnes âmes qui s'indignent de ce qui se passe dans les sectes se rendent compte que le mouvement n'est pas un anachronisme, mais le développement un peu fou de ce qui est le fondement de nos systèmes politiques, où la démagogie et la manipulation sont de règle, où l'obéissance aveugle est une vertu, la vie humaine un détail insignifiant et où les gens sont censés marcher uniquement à coup de récompenses ou de punitions. Que ceux qui condamnent les sectes condamnent aussi sans ambiguïté l'armée, les prisons, et toutes les institutions criminelles qui fondent notre société, s'ils veulent être crédibles.

Gilbert et Daniel

M. Bourguet



Dessin de Philippe Bertrand extrait de « Tout doit disparaître » chez Balland

On pourrait croire que je suis pour la peine de mort. Non, je voulais juste dire que y'a des gens qui flinguent parce qu'on leur pique une cuisse de poulet dans leur réfrigérateur ou leur transistor, ou qui écoutent leur radio préférée qui dit plus sur « la cartouche Machin qui tue vite et loin » et ces gens disais-je quand il y a des trucs pas beaux et même franchement dégueulasses y disent rien. C'est pas clair. Bon alors sur quoi on tire maintenant ?

Vous en faites pas les tuteurs, tout est déjà prêt. On voulait juste vous former l'esprit à la mesure, comme qui dirait à l'allemande, mais façon française. Non faut pas exagérer, on n'a pas de

nu refusera de retourner en taule, quand un appelé refusera notre bel uniforme, vous penserez à toutes les victimes de la terreur, toutes ces bavures, vous n'hésitez plus. Et quand, pour finir, il y aura des manifestations dans votre région, dans votre ville, là « chez vous », des manifestations organisées par les gens pas du coin, vous serez en légitime défense. Vous pourrez tirer. Vous pourrez même tirer sur vos propres enfants parce que nous, les légitimes défenseurs, on se soutient, on s'entredéculpabilise, la preuve : le Parisien libéré titrait lundi 23 octobre : « c'est l'insécurité qui a tué à Courtenay ».

Une Europe des Provinces

Aristote était d'avis que la cité devait avoir pour rayon la portée de voix d'un citoyen criant sur l'Agora : ainsi se trouvait défini l'espace politique, le territoire politique.

La lutte des paysans du Causse, celle des Bretons et des Kébékois s'inscrit dans l'histoire de la reconquête d'un espace civique : pour recouvrer leurs prérogatives politiques, les citoyens sont amenés, tout naturellement, à redécouvrir les dimensions de leur territoire. Le geste, très symbolique, des marcheurs du Larzac est une des péripéties qui marquent de façon sans doute déterminante leur itinéraire de lutte mais qui ne peut faire oublier la chose essentielle : l'acharnement à se maintenir à la terre. C'est peut-être évident pour nous, mais ça ne doit pas l'être pour la majorité des citadins que sont devenus les gens de ce pays, il n'est qu'à voir les commentaires de la presse pour prendre la pouls de la société : le Figaro arrive à consacrer deux pages au sujet sans mentionner à une seule ligne l'extension du camp militaire. Il est vrai que le Figaro n'est pas une référence en matière de démocratie. Que dire alors des récents attentats des autonomistes bretons ? Peu de chose. Là encore, c'est un geste symbolique, mais désespéré celui-là, dans la revendication d'une identité.

L'histoire de France, du moins celle qu'on enseigne dans les écoles issues de la Troisième République, n'est jamais que celle de la conquête du pouvoir central. Est-ce dérisoire, si les Bretons s'en prennent à Louis XIV ? Nous avons tous appris que 1515 est la date de la bataille de Marignan, mais combien se souviennent que 1539 est celle de l'Edit de Villers-Cotterêts, du même roi, qui a imposé la

langue française dans tout le royaume ? Quatre siècles après, le problème pèse encore.

Il y aurait un lien à faire entre l'écologie et les régions. Une occasion s'offre pourtant : l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Mais il y a gros à parier que celle-ci ira rejoindre la galerie des occasions manquées au musée de l'histoire. Le projet d'une Europe à dimension écologique ne semble pas en effet se dessiner, et c'est dommage ; non que l'initiative de rassembler tous les individus conscients dans une convergence antinucléaire soit inintéressante, loin de là. Il y a urgence. Mais l'écologie pourrait faire converger avec elle bien plus que cela : une société autre, qui prenne en étau l'Etat entre Régions et Europe. Une Europe des Provinces.

On dit du Québec qu'il est « la belle province » : l'Etat canadien aimerait bien que les fabuleuses ressources que ladite province recèle dans son sol et dans son sous-sol ne soient pas perdues pour tout le monde et notamment pour lui. Ça n'en prend pas le chemin ; là-bas, écologie et région se confondent... Toujours le territoire.

Les déboires d'une institution nommée Etat ne font que commencer, et à cet égard, le référendum helvétique est significatif : en votant contre la création d'une police fédérale, tout comme ils avaient voté pour l'autonomie du canton du Jura en octobre, les Suisses ont manifesté leur volonté de conserver un territoire à la mesure humaine. C'est davantage qu'un anachronisme heureux, c'est l'image de ce qui pourrait se passer chez nous si les citoyens avaient droit à la parole.

C. D. ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél : (85) 28 17 21
Télex : ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre « à rediffuser » en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patatras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

La grande révolte des Bretons	p.6
La Suisse a voté non	p.7
La nouvelle presse allemande	p.8
Le Kébek vers l'écologie	p.9 à 12
Un Français au Partito Radicale	p.16-17

Larzac: ultimes étapes



A l'entr'acte, le rideau tombe. On entend tousser dans la salle et les acteurs reprennent leur souffle. Paris, Porte d'Italie, le spectacle termine son introduction sur fond de fumée, figurants de guerre en bouclier. Là, sous une banderolle qui ne dit rien de plus que l'essentiel : «Larzac - Paris 720 kilomètres», des hommes, des femmes, les yeux grands ouverts, rouges de lacrymogènes, d'émotion surtout, semblent signifier la paix. Qui leur dira «vous êtes des purs»? Derrière le cortège, au niveau d'un cordon de police, à la fenêtre d'un immeuble, une banderolle «Larzac vivra». Ils sont huit ou dix enfants sur ce balcon, et ils crient «Vive le Larzac», et tous les adultes silencieux pressés contre les hommes d'armes, les écoutent, les applaudissent, les acclament. Parce que la vérité sort de la bouche des enfants et ceux-là, joyeux, clament ce que les baillonnés hurlent en silence.

Dernière étape de marche un peu dérisoire, sur le pourtour de la capitale avec orchestre policier. Dernière étape difficile, comme ces sprints de marathon encombrés par les cris des supporters. Dernière étape avant la prochaine, avant l'inconnu de cette histoire qui ne cesse d'avancer pas à pas. Cette histoire que les gens du Causse ont voulu modifier, détourner. Ne plus accepter ce qui va contre la vraie histoire, celle de tous les jours, celle de la traite, celle des dix heures de travail sous le ciel aimé. Ne plus accepter cette histoire qui mange les histoires, ne plus accepter ces fables où le loup mange la chèvre qui aimait se rouler dans l'herbe sous la pleine lune.

Ils ont marché à pied. Au siècle de la voiture. Ils ont préféré leur être, au siècle de l'argent. Ils ont choisi la vie au siècle de la guerre. Et cela les rend intolérables. Et cela les rend subversifs. Et cela les rend invincibles. Ils n'ont pas d'idéologie à déverser, de pouvoir à instaurer, de grand soir à préférer. Ils ont ce «bon dieu de Causse caillouteux». Ils ont cette fragilité, cette transparence, ces défauts qu'ont les purs.

Voilà trois jours depuis Melun qu'ils parcourent la pieuvre parisienne. Monde de trop de monde. Ils entendent cette folie, cette pauvreté du béton, des trains, des routes, des avions qui ont pris la place du ciel. «On se croirait sur la lune», dit l'un d'eux dans le dédale d'Ivry. Que pense-t-il, cet autre qui dévisage les ouvriers de la S.E.N.C.M.A. venu l'accueillir? Il voit les barbelés, il entend ce syndiqué lui dire «vous leur raconterez, à ceux du plateau, qu'on travaille dans un camp de concentration!»

Il cotoie deux généraux, un amiral, un soir de meeting. Il se félicite de voir cette attention qu'on lui prête. Il écoute avec plaisir l'amiral au nom corse, Sanguinetti (prononcez «goui»), lui dire l'inutilité militaire de ce projet. Il s'effraie aux mots inhabituels au poète Petit Pierre qui parle des étoiles du ciel et des étoilés des généraux; ce n'est pas sa langue.

Il a fait, ils ont fait ce que les professionnels appellent un «show». Show politique à plusieurs scènes et rebondissements. Les dizaines de photographes qui les clichent dans le ghetto parisien confirment ce rôle. Show de géant à Paris. Show intime sur les routes. 700 kilomètres en tribu et 10 kilomètres en foule de lutte finale. On pouvait s'attendre au pire. Mais le pire n'arrive qu'à ceux qui l'imaginent. Le pire ne sanctionne que ceux qui, d'une manière ou d'une autre, le désirent plus ou moins confusément. Or, ceux-là voulaient la sérénité.

Après l'arrivée des paysans du Larzac à Paris, dont nous relatons ici les ultimes étapes, le gouvernement est toujours décidé à exproprier.

Magnanime, il propose un «remembrement qui ne les obligera pas à quitter leur environnement». Sous cet amalgame phraseux que l'on nomme compromis, se cache la volonté d'en finir avec les dissidents du plateau.

Par la grâce des mots, le Larzac se réduit subitement à une vulgaire affaire d'environnement de laquelle serait absente, la volonté de vivre au pays, la résistance à l'Etat centralisateur et la lutte contre la militarisation. Nul doute que cela ne puisse guère faire l'affaire des paysans qui ont appris au fil des années à radicaliser leur lutte.

Pourtant, une fois encore, ils décideront eux mêmes s'ils doivent poursuivre leur longue marche...

...Vendredi



Toute cette montée à Paris fonctionne dans la tête de chacun comme une revanche. Revanche où l'on mèlerait tout, de Malville à Croissant, en passant par tous les ressentiments accumulés. Paysans de beaucoup de pureté qui portent un désir. Nul bêtise, autonome ou policière, ne vous arrête, ne vous arrêtera.

Dans le fond, ce Larzac, il est gardé, et bien gardé. J'ai du mal à décrocher de Montargis. Pas de froid. Les familles qui nous ont hébergés ont aussi leur Larzac. Terre promise à l'industrie, pas au lait ni au miel, qu'on leur grignote jusqu'à la dépossession. L'accueil s'accélère, car la ville s'accélère. Il y a Nemours, la nuit, la soupe chaude, l'usine de la Sovirel où l'on licencie pour suivre la mode. Il y a ces meetings de répétition où l'on se congratule, élus et syndiqués, pour dire Larzac, je vous aime. Il y a ce bonhomme à casquette, de la cellule du P.C. local, qui marche et préfère les mots doux de Burguière aux équations d'un Marx qu'il ne lira jamais. Il y a ces vieux sur les pas de porte et leurs applaudissements. Le Larzac, c'est mieux que le Tour de France, moins de pub et puis on les voit passer plus longtemps.

Déjà depuis Nemours, les paysans se resserrent, se donnent le ton du secret. Parler entre soi, sans laisser boussuler son idée fixe de gagner ce Larzac par les ondes courtes de pirates à trop bon cœur. A Paris, en banlieue comme sur le Causse : vivre et décider. Prendre en mains son destin. La visite aux mairies tient une allure de grand tourisme. Voyage organisé au pays des écharpes tricolores. Champagne communiste, soupe socialiste, sandwich socialo-communiste. Cette gauche hier en détresse de querelle, se redécouvre face à l'évènement. Vingt paysans à pied et des politiciens s'agenouillent!

A la S.N.E.C.M.A., dans ce vaste hangar où des ouvriers peaufinent des moteurs d'avion militaire, Danielle craque. Elle ne veut plus attendre, elle ne veut plus souffrir par politesse. Elle a faim. Et chacun pareil. Et elle gueule, seule, qu'on en finisse avec les discours. Elle marche trop, depuis vingt jours, pour se permettre d'être masquée. C'est ainsi que j'ai vu ces paysans rentrer dans l'araignée parisienne. Bas les masques. Bas les pattes.

Fort comme ce roseau de la fable. Fort comme ces choses qui ne cassent pas dès qu'on les remue, dès qu'on les traverse. Ils se permettent tout : de discuter deux heures avec le Préfet, de déclarer «nous irons à Paris», d'accueillir Rocard dans la manif, de blablater avec Mitterrand après la manif, de marcher en tête face aux forces, celles de l'ordre, celle des autonomes (qu'il faudra bien ranger dans le même sac). Ils appellent la province et elle les entend. Ils sourient aux immigrés de la Sonacotra en grève des loyers. Ils sourient en trinquant avec ce maire communiste qui a cru bon de jouer de la lumière et d'inscrire en lettres lumineuses : «Larzac aux paysans, l'armée au peuple». Bas les masques. Et ce silence... tout relatif bien sûr. Silence de reproche, pas silence de paix pour avancer dans Paris. Et cette idée de non-violence. Leur idée. Qu'advient-il? Le rideau tombe; dans les coulisses on se prépare aux trois coups. Cette pièce doit s'appeler «J'ai choisi de vivre».

Asselin ●



Photo Leny / 60

Samedi

Samedi 2 décembre, 11 heures, mairie d'Ivry, les premiers cars venus de la province rejoignent les paysans du Larzac pour l'ultime étape qui les conduira aux portes de Paris. La foule bat les talons sous un ciel gris sec. En tête, Auguste, Jean-Marie et les autres, le visage marqué par 700 longs kilomètres, d'enthousiasme et de souffrance, avancent avec la gravité d'automates inquiets. On se sourit, mais timidement. Essaimés dans le cortège, quelques figures illustres ou attachantes : Germaine, 74 ans, accrochée aux bras de l'amiral Sanguinetti, Jean Dupont, alias Mouna, traînant un superbe vélo vert-écoto, les amis venus de toute la France, ceux de Flers et ceux de Marseille, les yeux rougis par une nuit de voyage, la Convergence vers l'Autogestion, Michel de l'Arche, tous ceux, innombrables, qui savent ce que Larzac veut dire.

Pour les paysans, l'heure est grave. Aux portes de Paris, Tarlier, géant infatigable, s'approche des policiers, parlemente, rabroue une horde journalistique trop envahissante, va et vient, obtient des garanties... A 14 heures 45 la marche du matin, déjà composée de près de 8000 personnes gagne dans un fort beau désordre la tête du cortège formé Porte d'Orléans. Porte d'Orléans, Porte d'Italie, le parcours concédé est mince et frustrant. Il est en tout cas pas du goût des autonomes qui scandent à quelques mètres devant les paysans «A Paris, A Paris» sur un rythme qui résonne «nach Pariss». Le service d'ordre, tout parti confondu, accomplit un énorme travail. Il s'agit de respecter les mots d'ordre de calme des paysans. Sept années d'apprentissage et de lutte non-violente ne peuvent pas sombrer dans la bagarre généralisée aux portes de Lutèce. Pourtant, deux groupes radicalement opposés s'y efforceront. Les flics perfectionnent une récente tactique : celle du contact. En effet, non seulement la manif n'est autorisée que sur un parcours dérisoire, encore est-elle contrôlée de fort près par plusieurs cordons de CRS qui marchent à reculons, réglant à leur gré la progression de la manif !

A 15 heures 20, les autonomes dont l'affligeante myopie politique et stratégique

frise la bêtise, jettent les premiers cailloux et les premiers cocktails. A 15 heures 22, les CRS, aussi bornés que vertueusement apolitiques, tirent sur les ordres de leurs chefs, des salves nourries de lacrymo et de gaz chlorés. Certes, les seconds ont provoqué les premiers, mais tout cela se ressemble finalement beaucoup... L'attitude des autonomes fut terriblement choquante. Je ne suis pourtant pas de ceux qui s'émeuvent pour une vitrine brisée, dénonciation symbolique d'une société marchande et pourrie. Mais aujourd'hui, je dis que quelques personnes ont tenté de voler un combat et de lui donner une issue fatale. Quand une lutte s'affirme non-violente, et démontre en de longues années les qualités d'un tel choix, on ne peut pas se permettre d'empêcher que la récolte arrive à maturité. Il y a usurpation, ingérence, et mépris dans ces comportements qui, sous le masque de la juste colère, font le jeu de ceux qu'ils sont censés affronter.

«Pour le Larzac, c'est derrière». La consigne circule ; une première fois, la manifestation tentera d'isoler les va-t-en-guerre, mais peu après 16 heures, quelques 300 à 400 autonomes chargent une nouvelle fois dans les hurlements. L'ammoniaque et le chlore lancés sans ménagement par la police, touchent les manifestants pacifiques, les contraignant à s'arrêter. Difficile de reculer quand on a l'espoir à ses côtés et 60000 manifestants derrière soi. La foule des 300 premiers mètres pleure sous l'acidité des gaz. Les nuages de chlore plus insidieux que les bons vieux lacrymos envahissent les poumons et les muqueuses en une insupportable sensation d'étouffement et de paralysie. Certains sont terrassés. C'est dur, de fuir, ou plus simplement de cesser d'avancer mais en face et sur ce terrain-là, ils ont des armes pour vous faire plier. Après deux offensives contrées par un courageux cordon non-violent, les autonomes disparaissent. Au sein de la manif, quelques fanfares, accordéons ou bombardes égaient un silence devenu trop plein des tensions de l'avant-scène. Ailleurs on frappe dans les mains, plus loin les pieds foulent ostensiblement les feuilles mortes qui jonchent le sol. Celles qui se ramassent à la pelle se souvient un chanteur anonyme... Le temps d'une longue

remontée du centre du cortège vers sa tête permet d'entrevoir les visages sérieux et nostalgiques de ceux qui sont venus «garder le Larzac», malgré cette lucidité mordante qui vous fait dire que l'Etat se renforce de jour en jour. Qu'il interdise la déviance au profit de la norme et qu'il veuille laminer inexorablement les dernières luttes issues de 68, celles qui, justement, luttent encore...

Vers 17 heures, à l'arrivée, Pierre Burguière qui a témoigné au cours de cette journée de beaucoup de lassitude et d'émotion, prend le micro et trouve l'âme nécessaire pour arranger la marche des gueux éreintés et superbes : «Nous n'avons pas souffert pendant 24 jours, nous n'avons pas marché pendant 700 kilomètres pour

repartir les mains vides. Nous ne sortirons pas de Paris avant d'avoir été reçus à l'Elysée» devait-il affirmer in fine aux côtés de ses compagnons de marche enracinés dans leur détermination comme ils le sont dans leur terre.

Mélange confus de luttes et de souffrances, de foi et de révolte, les longues marches émaillent notre histoire. Sans doute permettent-elles d'approcher, au rythme apaisant de la route, tout le tragique et tout l'optimisme de la condition humaine. Qui dirait aujourd'hui que la marche des paysans du Larzac n'aurait pas dû avoir lieu ?

Y.B.C. ●



Photo Arnaud Baumann

Dimanche

A lors que quelques personnes du plateau dialoguent avec «nos» intellos pétitionnaires et engagés, un groupe de marcheurs, ce dimanche matin, effectue l'étape finale du Larzac à l'Elysée. Reçus par Masson (ex-Préfet de Gironde, ex-chef de cabinet de Debré, et actuel directeur de cabinet aux Armées) à la demande du Président de la République, les marcheurs réalisaient leur souhait. Il faut signaler que ce même Masson avait été leur interlocuteur en 1973 à la fin du périple des tracteurs. A l'issue de cette rencontre et après plusieurs heures de débat, les paysans publiaient le communiqué suivant :

Nous avons fait 710 kilomètres à pied depuis le Larzac afin d'être reçus par le Président Giscard d'Estaing. Forts de l'immense soutien rencontré tout au long de la marche et au cours de notre entrée à Paris qui s'est déroulé dans les meilleures conditions en ce qui nous concerne malgré les évidentes provocations des forces de l'ordre, nous avons obtenu satisfaction. A la demande du Président de la République, M. Masson et le chef de cabinet du ministre de la Défense ont reçu, ce dimanche 3 décembre pendant près de trois heures, onze agriculteurs ayant

accompli la marche. Il ressort de cet entretien :

- que le gouvernement entend mener la procédure juridique d'expropriation pour l'ensemble du périmètre d'extension jusqu'à son terme d'ici la fin de l'année.

- que cette procédure devrait déboucher sur un «remembrement».

- que le gouvernement veut aboutir à un «compromis». D'après lui «l'objectif idéal serait qu'aucun agriculteur ne quitte son environnement».

A l'heure où vous lirez ces lignes, les paysans auront fait connaître leurs conclusions officielles quant à ces nouvelles.

Que feront-ils ? Huit ans de lutte, pour se farcir un camp qui n'épargnera que certains emplacements symboliques, huit ans de lutte pour aboutir à un camp qui sélectionnera les expropriés ? Plus que jamais, l'union sacrée semble nécessaire aux Larzacs. Déjà, ils débattaient, tout sérieux, attentifs, mesurant les mots qu'ils lacheront à l'extérieur, protégés par cet «eux-mêmes» qui les met à l'aise et en force. Politiciens malgré eux, ils innoveront cette société que l'on espère et que l'on ne sait pas.

J.-M.A. ●



Photo Leny

Bretagne: c'est la faute à Louis XIV

La Cour de Sûreté de l'Etat vient de condamner à quinze ans de prison les auteurs de l'attentat de Versailles.

L'interview qui suit a eu lieu avant le jugement...

Niés dans leur identité, privés de leur langue, considérés comme un réservoir de main d'œuvre, vivant dans un pays mutilé, les Bretons ou du moins beaucoup d'entre eux supportent mal ce centralisme qui joue avec les régions comme on pousse des pions sur un échiquier. Un étatisme où toutes les pièces du système s'engrènent tellement bien que les minorités (ou ceux qui apparaissent comme marginaux) n'ont plus d'autre voix que l'action spectaculaire. Une action dont on peut s'interroger sur les effets auprès d'une population engourdie, qu'elle soit hexagonale ou bretonne.

Les mouvements bretons se cherchent. Quelques grands axes se dessinent déjà. L'interview du Comité breton anti-répression (COBAR) est loin d'avoir la prétention d'épuiser la question, d'autant que le COBAR s'est fixé comme objectif de défendre les détenus bretons.

Ne pensez-vous pas que les plasticages ou la pose de bombes limitent l'audience que la cause bretonne pourrait avoir auprès de la population?

- Cobar : Nous, au Cobar, nous ne jugeons pas de tout ces actions et ceux qui les entreprennent. Ce n'est pas notre rôle. Les comités bretons anti-répression (Cobar) ont été créés en 1975 lors des interpellations de militants bre-

tons. Il y en a dans presque toutes les villes bretonnes. Mais c'est tout à fait informel. Il y a, en fait, un potentiel énorme de gens qui sont prêts à faire un tas de choses. Il y a l'UDB qui a le mérite d'exister.

Avez-vous une plate-forme politique? Vous présentez-vous comme des régionalistes, des autonomistes ou plutôt des indépendantistes?

- Au Cobar, on a soutenu les autonomistes à fond en comprenant leurs thèses. Lorsqu'ils y a eu les premières actions du FLB, les gens ont été moins amorphes. Le grand drame, c'est que malheureusement les attentats ne s'inscrivent pas dans les luttes de la Bretagne, comme la lutte anti-marée noire. Les attentats contre la Shell ont été étouffés par l'affaire de Versailles.

Mais ces actions n'ont-elles pas entraîné une certaine méfiance de la part de la population qui pouvait en être choquée?

- Pour l'instant, il n'y a eu que le bordel qui a payé.

- Un membre du Cobar : Moi personnellement, Versailles je n'en ai rien à foutre. Mais ça peut s'expliquer.

- Cobar : Il faut relier cela à l'histoire de la région. Versailles a été construit avec les impôts levés spécialement en Bretagne. Mais cela représente aussi notre culture qui a été écrasée. A cause de Louis

XIV, on est devenu un peuple superstitieux. Notre patrimoine, ce sont les églises, les calvaires. On les a pillés comme nos châteaux. Qu'est-ce que trois tableaux à Versailles à côté?

Si on fait un parallèle avec d'autres régions, l'Alsace particulièrement, la situation culturelle et surtout linguistique, n'en est-elle pas à un point de non-retour?

- On nous a fait honte. Lorsqu'on était surpris à parler Breton, on recevait une punition. Nos parents ont cru que c'était une promotion de parler français. La langue n'a pu que régresser dans ces conditions. Mais il y a désormais des initiatives. Une dizaine d'écoles maternelles en Breton ont été créées. Il y a également des cours pour adultes où les gens viennent de plus en plus nombreux et de différents milieux (enseignants, mais aussi travailleurs). Il est certain que la charte culturelle bretonne telle qu'elle existe actuellement est une duperie. Le temps d'antenne en breton à la TV est dérisoire. Peut-être 1% des émissions. Aussi un journal parlé en breton a été lancé par une association privée. Elle enregistre les gens du village qui racontent l'actualité telle qu'ils la ressentent. Il existe aussi une association de gens qui refusent de payer leur redevance. La TV serait en effet un grand moyen pour nous en sortir. Les mass média en français sont un arrêt de mort. Actuellement 600 000 personnes parlent quoti-

diennement le breton. Il y a toutefois une renaissance culturelle depuis 1968.

L'autonomie, qu'est-ce que cela sous-entend?

- Ce n'est pas notre rôle de la définir. Chacun d'entre nous a un certain nombre d'idées. Mais derrière ce mot, il y a un certain progressisme. L'autonomie peut s'adapter à tous les régimes, et correspond plus à régionalisme. Il faudrait peut-être aller plus loin et parler d'indépendance. Beaucoup d'entre nous en arrivent à l'idée d'indépendance absolue, y compris économiquement. Pourquoi pas des accords d'Evian avec la France? Quant aux moyens: faut-il des étapes ou précipiter le mouvement? Nous n'avons pas de réponse.

Pour faire quelle Bretagne?

- Pour la majorité d'entre nous, s'engager dans le mouvement autonomiste breton, cela correspond à une forme autogestionnaire et socialiste.

Mais on peut parler d'autogestion sans que pour autant la Bretagne soit indépendante?

- Si l'indépendance de la Bretagne peut résoudre tous nos problèmes, alors d'accord pour une nouvelle frontière. Sinon en effet, nous ne voulons pas d'une nouvelle frontière. Mais nous avons constaté qu'il était utopique de lier des contacts avec les partis hexagonaux. Très vite cela tourne à l'électoralisme. Il n'y a pas un seul parti hexagonal représentatif qui ait pris en compte le problème des minorités. Le militant qui a pris conscience d'être dupé par la droite va voter à gauche. On ne peut pas lui dire de ne pas le faire, mais on sait que ce n'est plus notre combat. L'UDB qui a voulu paraître sérieuse a désavoué nos camarades détenus. Pourtant l'action du FLB a été bénéfique à 80%. Cela a surement précipité les choses. Les réactions des comités de la marée noire n'auraient pas été aussi ferventes sans l'exemple du FLB. Le problème breton est également rattaché à d'autres problèmes: le remembrement, le nu-

cléaire. A chaque action de masses maintenant reparait le drapeau breton.

On pourra peut-être retrouver une identité bretonne en partant de la tradition. Pour cela il faut discuter, vivre avec les gens. Les gens ont commencé à perdre leur culture bretonne à partir du moment où ils ont été attirés par un certain confort. Il s'en est suivi une forme d'apathie sociale. L'adaptation brutale au XXème siècle explique un manque d'information contre les dangers de ce progrès. Nous ne voulons pas vivre en Bretagne ce que nous vivons en France.

La Bretagne a été assimilée à la Beauce par les technocrates: on voit où ça mène: dangers du remembrement, recrudescence de chômeurs. On n'a jamais donné sa chance à la Bretagne de construire quelque chose de particulier. La Bretagne connaissait par exemple l'agriculture biologique.

Le capitalisme nous a coûté très cher. Les coopératives par exemple exigent un certain quota de vaches laitières pour ramasser le lait ou une certaine production de primeurs, sinon les paysans sont condamnés à périr. Beaucoup d'exploitations ont disparu.

Comment redresser la barre?

- La balle n'est pas dans notre camp. Tous les partis hexagonaux nous ignorent, à part le PSU Bretagne. Il faudrait que ceux qui se sont présentés en notre nom dans les partis de gauche se sentent enfin bretons pour faire des demandes acceptables pour notre pays. Si enfin les élus bretons de gauche prenaient des positions, discutaient avec la population, il y aurait peut-être des perspectives différentes.

Le problème breton concerne la population hexagonale, car qui dit autonomie dit aussi autonomie des individus et cela ça concerne tout le monde.

Les mois à venir seront chauds. Il existe un potentiel de militants qui s'ignorent, si la synthèse de toutes les volontés se fait, il y a de quoi faire un bon mouvement breton.

Propos recueillis par P.-Y. Poindron



La voie du milieu

Les militaires, comme les autres citoyens, n'aiment pas qu'on bouleverse leur environnement pour les grands travaux d'aménagement!

A l'heure où les feux de l'actualité antimilitariste se braquent au centre du pays sur un casse nommé Larzac, il est d'autres régions de France où l'armée veut accroître son emprise. Et la Bretagne, ce n'est plus un secret, arrive en tête de cette liste. Aujourd'hui le déjà trop célèbre camp militaire de Coëtquidan fait de nouveau parler de lui, par le biais d'une route nationale.

La RN 24, prolongement de l'autoroute Paris-Rennes, dessert toute la côte sud de la Bretagne, en particulier Vannes et Lorient. Son rôle d'axe transversal lui fait supporter un trafic de plus en plus intense: cinq à six mille véhicules par jours. Depuis quelques années, un projet de modernisation (mise à quatre voies dédoublées) prend forme et devrait bientôt voir le jour. Un des obstacles majeurs à cette modernisation semble être la traversée du camp militaire de Coëtquidan.

Le 22 septembre 78, Monsieur le ministre de la Défense Nationale annonce que le camp sera dévié par le sud (voir croquis). Le tracé devra suivre la bordure du camp pour rejoindre Plélan le Grand à Ploermel. Mais les agriculteurs, riverains, propriétaires... regroupés depuis 76 dans une association de défense des personnes concernées par ce projet (1) ne l'enten-

dent pas de cette oreille. Il s'opposent vigoureusement à la déviation par le sud et proposent le contournement... par le milieu! Leurs pressions ont déjà contraint l'Etat à remettre ce projet à l'étude. Quant au projet nord, il est pour l'instant abandonné car il traversait -et dévastait- la magnifique forêt de Paimpont.

Les avantages de la voie du

milieu sont évidents: elle traverse une zone quasiment déserte (terrain militaire), ne perturbe pas l'agriculture locale, ni les limites des communes. Seule ombre, qui n'en est pas une, au tableau: si la route passe, il sera nécessaire d'interrompre occasionnellement la circulation pour procéder aux exercices de tirs. Or cela ne sera bientôt plus vrai: les journées de fermeture sont passées de 100 en

1955 à 20 en 77, et ces tirs (mortier de 120 et canon de 105) seront bientôt supprimés pour être remplacés par des tirs modernes (missiles Milan).

Question de prestige

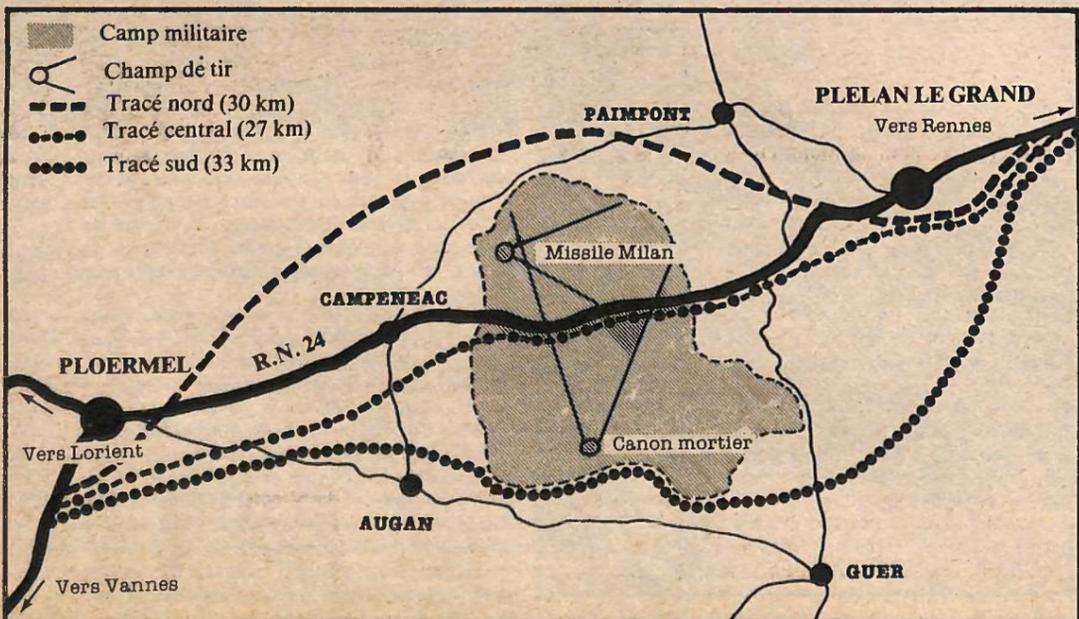
L'argument économique pour le tracé central est de taille: il est moins long, donc moins cher:

coût global moindre (20 millions de francs économisés), peu d'ouvrages d'art, travaux phasables... Il revient moins cher aussi à l'utilisation, puisque l'économie annuelle de carburant due à la différence de longueur atteint 300 millions de centimes!

Au Ministère de l'Équipement à Vannes, l'enquête d'impact terminée depuis septembre 77 est gardée secrète: l'ingénieur qui la feuilletait devant les responsables de l'association, leur a déclaré: «Au vu de l'enquête, il est difficile d'être contre le tracé central!» D'autant plus que les économies réalisées permettront la construction d'ouvrage d'art facilitant l'utilisation du camp par les militaires. Il semble donc que l'armée en fasse une question de prestige, et qu'aide par son compère Equipement, elle veuille imposer sa loi et sa présence, au mépris des conditions économiques et de l'intérêt général d'une région et de sa population. (150 ha de terres agricoles détruites, soit sept exploitations). Quand finira-t-on d'imposer aux Bretons, le militaire, le mépris et la destruction-négation de leur pays?

Dominique

(1): Association de Défense des personnes concernées par l'aménagement de la RN 24 chez Jean Guillaume, La Porte, 56380 Guer.



Catastrophe Fiction

Que se passerait-il en Méditerranée en cas de collision entre deux navires ou deux sous-marins atomiques ? Voilà une intéressante question que se posent les Nations-Unies, par la voix du Docteur Ismail Sabri Abdalla, expert auprès du programme des Nations-Unies pour l'Environnement. Les conclusions de l'expert ne sont pas faites pour rassurer :

« Alors qu'on a beaucoup écrit sur les dangers d'une collision entre deux super pétroliers - peut-être parce qu'il est relativement simple d'en évaluer les conséquences éventuelles - personne ne peut vraiment prédire ce qui arriverait si deux sous-marins atomiques venaient à entrer en collision. Les radiations pourraient persister des décennies, des siècles, des millénaires même, et je considère ceci comme une menace essentielle pour la Méditerranée. Un des premiers objectifs des pays méditerranéens devrait être une sorte de dénucléarisation de la mer. »

Pour le bien, contre le mal

Les délégués des 146 Etats membres de l'Unesco ont adopté par acclamation, le 22 novembre, un « Projet de déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la

promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme et l'apartheid et l'incitation à la guerre ».

Le nouveau texte de cette déclaration dissipe les inquiétudes qu'avaient fait naître certains malentendus, notamment à propos d'un contrôle éventuel de l'Etat sur les moyens d'information. Il réaffirme la contribution que les organes d'information peuvent apporter « au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre ».

Certains pays d'Europe de l'Est, notant que « liberté sans responsabilité n'est que licence », auraient aimé que la déclaration mentionne plus explicitement la responsabilité des journalistes et des médias. D'autres ont estimé que le « droit de réponse » aurait dû être mieux défini.

Une drôle de victoire

Devant un parterre de journalistes et devant une salle composée d'amis, Kesselring vient de se voir « acquitté » dans une affaire touchant au procès d'intention le plus pur.

La cour correctionnelle du tribunal du district d'Yverdon n'a pas osé condamner l'éditeur « grande gueule »... Une petite amende de 300 francs, et l'éclatement du reste de l'acte d'accusation témoigne de la peur de la Cour face à la Presse...

Dans le même temps, une inculpation vieille de quatre

ans pour vente d'objets obscènes ressort à Genève. Les Kesselring sont accusés d'avoir vendu: Charlie, l'Echo des savanes, Mormoil, Métal Hurlant, etc... Pour cela, ils risquent bien de se retrouver au banc des accusés une fois de plus!

(Drôme).

Créée en septembre 68 par une collectivité pédagogique (« les amis des enfants de Paris ») elle se trouve sous la tutelle du Ministère de la Santé. Par son organisation (proche de l'autogestion), ses



Desain Guillon "Tout doit disparaître" chez Ballend

Dès lors, Kesselring, pas plus rassuré, continue à proclamer sa dissidence d'avec l'ordre et le fascisme « mou » helvétique et songe encore à demander une protection politique à la France.

L'école du chantage

Un conflit a éclaté le 4 novembre à l'école de moniteurs-éducateurs de Vercheny

(matières enseignées (200 heures de sciences naturelles hors programme; 3 ans de formation au lieu de 2) elle fut à l'origine réellement révolutionnaire. Mais les rapports équipe de formateurs-élèves se sont peu à peu dégradés pour devenir aujourd'hui tout à fait conventionnels. Pour avoir voulu en AG remettre en cause la vie et le fonctionnement de l'école, après sa fermeture et l'expulsion temporaire des stagiaires trois élèves se retrouvent aujourd'hui renvoyés (ils étaient menacés). Afin de garantir leur formation, une

section syndicale s'est constituée à laquelle vous pouvez vous adresser pour plus de renseignements.

Pour la section CFDT UPASEC Vercheny, Union Départementale CFDT, 2 place Chamfort, 26000 Valence.

Déchets du Japon

Un navire au nom prédestiné, le « Pacific Frisher » a quitté le Japon au premier novembre avec une cargaison de déchets nucléaires à retraiter pour l'usine de La Hague. Il devrait arriver au port de Cherbourg vers la mi-décembre... à moins que sous un prétexte quelconque, il arrive en pleine fête de fin d'année.

Les habitants du Cotentin ne comptent pas pour autant se démobiliser et lui réserve un comité d'accueil qui ne compte pas moins de 18 organisations: CRILAN, CCPAH, Natue et Progrès, les Amis de la Terre, les syndicats CFDT, CGT, FEN, les Partis Socialiste et Radicaux de Gauche (on note l'absence du PC), la Ligue Communiste Révolutionnaire et l'OCT, les Comités Larzac, le Comité des Cheminots, le MRJC, l'Association Syndicale des Familles, les Paysans Travailleurs, les Marins Pêcheurs et le Comité de Défense des Agriculteurs contre les couloirs de ligne.

L'unité d'action à laquelle sont parvenus ces organisations prévoit aussi une campagne de sensibilisation le 9 décembre et une marche sur la mairie d'Equeurdreville le 16 décembre.

Le «non» helvète

Après le non autrichien au nucléaire, c'est le non suisse à la création d'une police fédérale.

Il y a des anachronismes heureux. La Suisse, état fédératif par excellence, ne connaît pas de police nationale, le maintien de l'ordre public relevant de la compétence des cantons. Toutefois le pouvoir fédéral dispose de l'armée, selon l'article 16 de la constitution, dans le cas extrême de menaces dirigées contre l'ordre constitutionnel.

L'armée a été directement engagée jusqu'en 1932 où l'assaut d'une manifestation anti-fasciste, à Genève, s'est soldé par neuf morts. Depuis cet épisode impopulaire, elle n'a été que discrètement mise en alerte, principalement à l'occasion de conférences internationales et des événements du Jura. L'armée, qui tient à son caractère de milice, s'est avérée être un instrument trop précaire pour la répression intérieure.

Aussi, en 1964, le Conseil Fédéral (l'exécutif) tente-t-il d'élaborer un projet de « Police Mobile Inter-cantonale », qui, à l'instar des CRS français et de la Bundesgrenzschutz allemande, aurait pu être engagée en tout lieu et en toute heure. Ce projet dut être abandonné en 1970 après le refus de certains cantons. Récemment, le responsable du Département de Justice et Police, un dénommé Furgler, proposait un nouveau projet, plus extrémiste, de « Police Fédérale de Sécurité ».

Le projet Furgler le moment était favorable: la psychose du terrorisme était pleinement entretenue

par les médias, particulièrement ceux de langue allemande, et les séparatistes jurassiens se heurtaient violemment aux forces de l'ordre bernoises à Moutier (avril 76). Comme par hasard la police réprimait à grand renfort de moyens la manifestation non-violente de Gösgen de juin 77. Furgler devient même un peu trop zélé. On le voit accuser le terrorisme allemand du meurtre d'un policier à Porrentruy quand il s'agit d'un règlement de compte local. Ridicule et sot, il appelle le GSG9 allemand à l'aide lors d'un détournement d'avion bidon (Genève, août 78).

La loi de Furgler, comme les référendum de de Gaulle, mêle deux objets: la création d'un groupe anti-terroriste de 300 hommes et celle, pour le maintien de l'ordre, d'une force de 1000 hommes équipés de matériel militaire (blindés et hélicoptères compris). De plus la Confédération s'arroge tous les droits: celui de décider de l'engagement des troupes même contre l'avis du canton, d'en désigner le commandement, d'en accroître les effectifs, etc...

Après l'adoption de la loi à une écrasante majorité par les instances parlementaires, au printemps dernier, les opposants devaient récolter 60 000 signatures dans les trois mois pour soumettre la loi au référendum. Ce qui fut fait sans difficulté et conduisit donc au vote de ce 3 décembre. L'opposition au projet est multiforme. La plus

active est celle des anti-nucléaires, et de l'extrême-gauche évidemment visés par cette « Police Fédérale de Répression ». Les intentions par rapport au mouvement anti-nucléaire sont claires. Le choix des sites a été (et reste encore pour les déchets) très problématique, les cantons concernés récalcitrant à imposer, chez eux, ces sites par la force (quand ils n'étaient pas eux-mêmes carrément opposés à l'implantation). C'est lors de l'occupation du site de Kaiser-augst, près de Bâle, que le Conseil Fédéral qui détermine la politique

nucléaire, a le plus durement ressenti l'absence d'une police bien à lui. Bien sûr, comme en France, bien d'autres mouvements sociaux, et notamment les ouvriers les plus touchés par la crise, pourraient aussi être mieux endigués. C'est pourquoi on trouve les milieux d'affaires derrière le Conseil Fédéral, une collusion qui va de soi puisqu'il est de coutume que les Conseillers s'installent aux conseils d'administration des trusts nationaux à l'expiration de leur mandat.

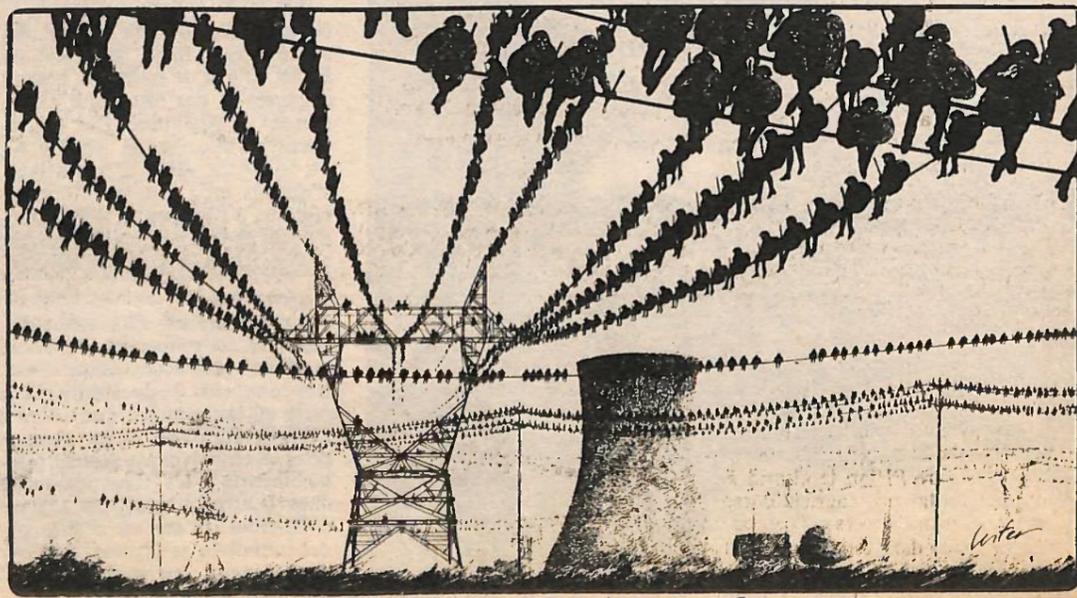
Toutefois l'opposition la plus large s'inspire de « l'esprit fédéraliste », à savoir le respect de la sacro-sainte autonomie des cantons. Car le citoyen helvétique est très attaché à son identité genevoise ou vaudoise ou saint-galloise, avec ses particularités nettement démarquées, sa langue, son dialecte ou son accent. C'est dans les cantons périphériques et minoritaires, ceux de langue française ou italienne, que l'on montre le plus de méfiance à l'égard d'un renforcement du pouvoir de Berne. Dans

ces cantons, par ailleurs souvent les plus progressistes (avec Bâle et Zurich), l'hostilité au projet atteint toutes les couches politiques, y compris la plupart des partis de droite résolument fédéralistes. Quant à la gauche traditionnelle (socialiste et communiste) elle dénonce le rôle répressif de cette police tout en affirmant la nécessité de renforcer la lutte contre le terrorisme.

Et puis, il y a l'argument que tout le monde brandit et qui a toujours payé (!) en Suisse: ça va coûter cher!

Dimanche dernier, le peuple suisse dans sa majorité (60%) n'a pas cédé au chantage à la peur: cantons francophones en tête (les Jurassiens se sont particulièrement distingués) il a désavoué parlement et gouvernement fédéraux en refusant la nouvelle loi.

Georges Bacon



1977: 1000 policiers venus de tous les coins du pays protègent la Centrale nucléaire de Gösgen contre de pacifiques manifestations.

Desain Leiter Démocratie Suisse chez Kesselring

Un Libé outre-rhin

Tandis que la grande presse s'étirole, avec la suspension du «Times» britannique et la chute de «L'Aurore» gaulois, la presse libre, elle, fleurit partout, notamment en Allemagne.

Lotta Continua» en Italie, «Libé» en France ; rien de pareil sur ce terrain jusqu'à maintenant en R.F.A., sauf un projet, qui, en tant que tel, existe maintenant depuis deux ans et actuellement, ne paraît plus être loin de sa réalisation. C'est pour avril 79 que «Die Tageszeitung» («Le Quotidien») a annoncé sa parution quotidienne, s'il arrive à rassembler 20 000 abonnements d'ici à fin février.

A l'origine de ce projet : nombre d'individus, d'initiatives ou de groupes appartenant au mouvement alternatif en R.F.A. (Voir G.O. n°227 du 13 septembre : Dany sur le mouvement allemand).

Si «Die Neue» (Le Nouveau), le deuxième projet de quotidien de gauche qui existe actuellement en RFA, s'inscrit plutôt dans une tradition classique de presse de gauche, organe de parti ou plus ou moins affilié à des courants de la gauche traditionnelle, «Die Tageszeitung» est davantage l'expression d'une tradition de «journalisme» beaucoup plus récente en RFA : ce projet est en quelque sorte le résultat des expériences vécues dans les années 70 par la presse alternative, locale et régionale. C'est sur la base de cette presse alternative (100 à 150 canards différents, tirés de 1000 à

15000 chacun, avec un ensemble de 120000 par mois) que le projet d'un quotidien au niveau national s'est développé. C'était aussi sur une des rencontres de tous ces journaux alternatifs fin 1976 qu'on parlait pour la première fois d'un quotidien.

Mais c'est dans la relation entre le quotidien et les journaux alternatifs régionaux que se situe le problème. Le développement du projet après 1976 prenait sa propre dynamique, sans contrôle effectif de la part des journaux régionaux. Maintenant, après Tübingen à Berlin en janvier 78 et après la publication d'une brochure sur le projet dans tous ses différents aspects, la presse alternative régionale commence à réagir.

Les réactions sont en effet très différentes : une partie travaillera avec l'autre quotidien, «Die Neue» le reste soutient en général «Die Tageszeitung». Mais du soutien général à une collaboration, avec l'engagement qu'implique la parution du quotidien, le chemin est assez long : il y a méfiance, on se sent menacé ; cette impression vient entre autres du Pflasterstrand qui est sceptique et pessimiste. Comme dit le journal alternatif de Kiel : ça sera probablement une restriction de notre souveraineté... ça sera une erreur de penser qu'on

peut intégrer les nombreux journaux alternatifs dans un grand quotidien. On craint le départ des gens qui écrivent, comme c'est déjà le cas pour les gens qui travaillent sur l'international au ID-service d'information pour des nouvelles non publiées, Francfort.

Pour le moment, ces inquiétudes ne sont pas encore justifiées : le Quotidien n'aura pas de pages régionales au début, la «concurrence» au niveau des informations et du contenu n'y sera pas encore. Mais même sans parties régionales, la parution d'un quotidien aura probablement des répercussions sur les autres journaux alternatifs. Et c'est pour ça que l'enjeu et la responsabilité du «Tageszeitung» par rapport à eux et par rapport à toute la gauche allemande est très grand.

Décentralisation

Ici, on arrive à un autre complexe souvent discuté dans les milieux écologiques et autres : la décentralisation des luttes et du mouvement, engagement des points précis et dans les régions mêmes. En R.F.A., le problème se pose autrement qu'en France : il n'y a pas une région parisienne, la R.F.A. est une fédération de Länder, donc

n'y aura pas de vraie rédaction centrale, elle-même sera aussi une rédaction régionale.

Dans un premier temps, tout ça ne se fera pas pour des raisons économiques et d'organisation. Scepticisme et méfiance parmi une bonne partie des journaux alternatifs. Pourquoi alors, l'idée d'un quotidien à l'échelle nationale se concrétise-t-elle quand même ?

C'est suite à l'automne 1977, l'affaire Schleyer et les morts de Stammheim où la situation lamentable et l'uniformité de la presse allemande apparaissait dans toute sa splendeur : information univoque, blocage total d'information : la discussion sur un quotidien de gauche avait repris et la nécessité d'en avoir un paraissait de nouveau évident.

Ni marginal, ni amateur.

Dans la brochure où le projet est présenté et dans les discussions qui se sont engagées ces derniers mois, un grand nombre de désirs, d'espérances, de demandes et d'exigences sont apparus.

«Briser l'isolement de la gauche», c'est l'une des phrases les plus souvent employées : le quotidien ne veut être ni un journal du mouvement, ni un journal pour le mouvement ! Pour cela, pour briser cet isolement et pour toucher des couches plus larges, il faut qu'on y trouve plus que des notes ou des lettres sur des expériences ou des histoires vécues dans différents coins de la R.F.A. Il faut que ça soit plus que «le journal des concernés pour les concernés». Il faudrait que les gens puissent en tirer des informations de tous les jours, que jusqu'ici ils ont été obligés de trouver dans les journaux libéraux ou de droite. Le quotidien doit être populaire ! L'idée d'un quotidien «Bild-Zeitung» de gauche, qui existait aussi à un moment, y rentre.

soucis, c'est tout le domaine de la politique officielle et de l'internationalisme. Là, je crois qu'on a besoin de gens avec beaucoup d'expérience et de sensibilité, parce qu'on ne peut pas laisser de côté ces problèmes.»

Et J. M. Bouguereau sur la relation entre «amateurs» et professionnels : «Il faut être clair à l'avance sur ce point : un quotidien va être fait en majorité par la rédaction. Des initiatives et des groupes peuvent signaler des événements au journal et fournir des informations, mais le journal ne peut pas être seulement une accumulation de papiers venus de dehors, s'il ne veut pas prendre le risque de devenir un puzzle de tracts et de communiqués. Dans son premier temps, Libé a fait des mauvaises expériences de ce genre».

Beaucoup de ceux qui sont dans ce projet tiennent à ce que le côté professionnalisme soit beaucoup moins important que ça. D'autres leur prédisent l'impossibilité de paraître tous les jours s'ils tiennent à ce non-professionnalisme. Et encore d'autres parlent d'un gachis d'énergie à l'échelle nationale au lieu de renforcer la presse alternative déjà existante.

On le voit, les problèmes de départ sont nombreux et graves quelquefois. Il y a beaucoup de différences et de voix sceptiques.

Mais des voix plus optimistes, il y en a aussi. Citons-en une, qui vient de l'intérieur de la prison Moabit à Berlin et qui est celle de Fritz Teufel, ancien communiste de la «Kommune 2» dans les années 66/67, aujourd'hui incarcéré pour «activités terroristes» : «C'est beaucoup plus que j'attends d'un nouveau quotidien. Il est la femme de mes rêves depuis 67. Qu'il paraisse et ne disparaisse pas aussitôt. (...) Il sera lu par des femmes, des enfants, des Turcs et des Indiens, par des élèves et des étudiants, des prisonniers et d'autres gens à la retraite, par des



Die Neue

Le Nouveau» compte intégrer un spectre très large de la gauche allemande (traditionnelle, extrême-gauche et autre si c'est possible) et surtout du mouvement syndical en essayant d'aider à briser l'isolement de la gauche en Allemagne et de démonter les barrières entre les différentes tendances. Ce quotidien ne sera ni un journal d'analyse ni un journal d'opinion, mais un journal d'information quotidienne. Il ne sera pas un «quotidien alternatif» avec des informations alternatives, mais un journal «d'où on peut tirer les nouvelles de tous les jours sans être obligé de s'informer à travers la presse de l'adversaire», comme nous le disait un membre de l'équipe. Ce ne sera pas un quotidien de la «scene» et pour la «scene», mais un canard qui voit sa «base» parmi des ouvriers, des étudiants et intellectuels

décentralisée, quoiqu'il y ait des métropoles comme Francfort ou Berlin. Il y a de multiples centres dispersés et des luttes qui s'élargissent en province. Par conséquent, on se demande : en R.F.A., vu toute la série d'initiatives, d'actions, etc., dans les différentes régions, a-t-on besoin d'un quotidien au niveau national, est-ce que ça convient à la structure allemande ?

Les initiateurs, qui, eux aussi, voient les luttes menées et à mener de plus en plus décentralisées, sont très conscients du problème qui se pose en lançant un quotidien à l'échelle nationale et les mesures pour en tenir compte étaient assez ambitieuses : des pages régionales dans quatre ou plusieurs régions différentes, prises en charge par des initiatives se groupant autour des journaux alternatifs locaux. Il

politiquement intéressés, qui ne sont plus contents de la presse quotidienne telle qu'elle est.»

«Le Nouveau» sera un quotidien fabriqué par une équipe de professionnels : dix rédacteurs à Berlin et à Bonn, une dizaine de correspondants dans les pays d'Europe, du Proche Orient et d'Afrique du Nord. Des non-professionnels interviendront dans l'information locale en RFA : une vingtaine de journaux alternatifs à travers l'Allemagne de l'Ouest sont prêts à collaborer avec «Le Nouveau», en fournissant régulièrement des informations sur des événements dans leur coin. Une façon qui permettra à la presse alternative, qui paraît mensuellement, de survivre malgré le quotidien, en se réservant des articles plus approfondis sur les événements régionaux, tout en publiant les informations les plus importantes dans «Le Nouveau». Le journal sera abonné à toute une combinaison d'agences de

presse internationales, mais pas à celle de la RFA : Reuter et AFP, ADN (RDA), Tanjuk (Yougoslavie - qui donne beaucoup de choses sur le Tiers Monde), et des agences du Tiers Monde même.

«Le Nouveau», pour le début, ne sera certainement pas un canard de masse : son premier tirage sera entre 40 000 et 50 000 exemplaires.

Dans un premier temps, ce quotidien aura la possibilité de prouver ce qu'il prétend être : un quotidien indépendant de gauche. Il devra faire face aux reproches qu'on lui fait déjà maintenant : influencé et lié au SPD et au Parti Communiste en même temps, ayant des tendances très fortes vers les eurocommunistes. A voir.

H. ●

Pour tout contact :
Die Neue
Pfalzburgerstrasse 20
D - 1000 Berlin 31

Là, évidemment, on arrive très vite à la production, au fonctionnement interne du journal, au travail rédactionnel, à la manière de travailler ensemble.

Si c'est un but du «Tageszeitung» d'animer un maximum de gens à participer à ce journal, d'y écrire, de faire parler les concernés, de démystifier le «journalisme» et le monde de la presse écrite, par la force de vouloir être plus que cela et d'être obligé de paraître tous les jours à la même heure, un certain professionnalisme paraît indispensable.

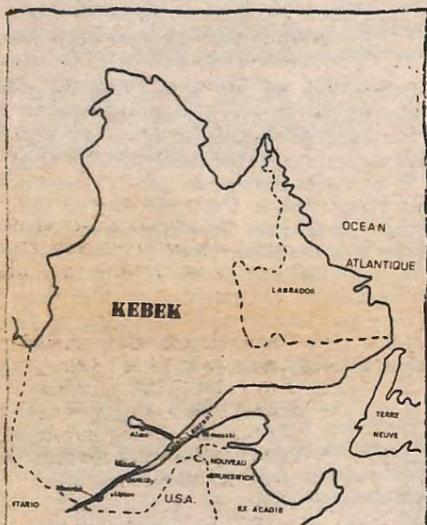
Ainsi Dany Cohn-Bendit : «Autant je crois que la conception de la presse alternative de faire parler les gens de leurs expériences est juste, autant je tiens au professionnalisme en ce qui concerne «Die Tageszeitung». Ce qui me fait des

salariés et d'autres gens dépendants de la drogue. (...) Une femme pourra le comprendre, même sans avoir étudié pendant des années les saints écrits du marxisme. Il y aura du sport et des pages pour toutes les régions. Le vieux Gutenberg peut s'arrêter de tourner en rond à l'intérieur de son cerceau et peut commencer à être content d'avoir inventé cet art... Ça ne sera pas facile pour la femme de mes rêves. Je lui souhaite bonne chance».

Hans ●

Pour tout contact :
Tageszeitungsbüro
Hamburger Allee 45
D - 6000 Frankfurt / Main
ou
Tageszeitungsbüro
Suarezstrasse 41
D - 1000 Berlin

Kébec: tranquillement vers l'écotopie



Quelques repères

- Canada : 10 millions de km² (19 fois la France).
22 millions d'habitants en majorité anglophones.

- Kébec : Une des dix provinces du Canada.
1,5 millions de km² (3fois la France).
6 millions d'habitants à 80% francophones.

La population se concentre autour de Saint-Laurent et dans les plaines méridionales, le reste de la province est recouvert de forêts et d'un million de lacs et possède un sous-sol immensément riche.

Depuis l'article d'Emmanuel de Severac paru en février dernier, la situation sur le front nucléaire n'a guère évolué. Le gouvernement indépendantiste du « Parti Québécois » répète, à qui veut l'entendre, que le problème ne se pose plus depuis qu'il a décidé un moratoire de deux ans ; les écologistes dénoncent ce moratoire bidon qui rassure la population pendant que la construction de Gentilly II s'achève. Une population très ignorante du danger nucléaire, et qui fait confiance au parti du « Québec Libre ».

tant lieu de passage d'oiseaux migrateurs, menacé par la construction d'un complexe portuaire et autoroutier.

A Montréal, naissance de l'Alliance Tournesol. Envisagée depuis la manifestation de Gentilly, l'Alliance coordonne les différents comités anti-nucléaires du Kébec. Actuellement une quinzaine de groupes, disséminés dans la province, adhèrent à l'Alliance Tournesol.

Les Amis de la Terre de Kébec, l'Alliance Tournesol et ce que compte la province comme mouvements alternatifs : producteurs et coopératives biologiques, « vélorutionnaires » venus avec leurs bicyclettes de Montréal (500 km aller et retour) ainsi que des représentants des quelques écoles parallèles se sont retrouvés en juin dernier au lac Saint Joseph (près de Kébec). Le but de ce colloque était de jeter les bases d'un regroupement national. Les quelques deux cents participants sont tombés d'accord sur la nécessité d'actions concertées. Mais coordination ne veut pas dire centralisation et chaque groupe présent a exprimé un profond désir d'autonomie. Priorité est donnée à l'action et à la concertation régionales.

Le premier regroupement écologique a lieu en janvier 78 : les « Amis de la Terre de Kébec » qui rassemble les habitants de la capitale et de la banlieue. Avec plus de cent adhérents les « Amis de la Terre de Kébec » est l'un des groupes les mieux implantés et les plus dynamiques de la province. Leur axe d'intervention est essentiellement local ; actuellement ils se battent, avec de nombreuses associations environnementalistes, pour sauver les Battures de Beauport, un impor-

Pour arriver à un résultat qu'il est toujours impossible d'obtenir en France depuis cinq ans, deux jours de discussions intenses furent nécessaires. Les Kébécois plus prompts à l'action qu'aux discours eurent envie que leur prochaine rencontre soit essentiellement une fête ; elle a eu lieu à l'automne.

Dossier réalisé par Martine Chambon et Sylvain Garel. ●



Paw-waw écologique

*Une fête
où l'on retrouve
les racines indiennes
et la foi des premiers colons*

Les écologistes du Québec ont emprunté à leurs pères Indiens le nom et les rites de la réunion des tribus : Paw-waw. Ainsi ont-ils appelé à la rencontre du 23 septembre 1978: «Quand le soleil sera au zénith, sur la grande place du paw-waw se rassembleront tous les hommes et toutes les femmes des tribus de partout, portant leurs vêtements sacrés, point jaune sur bandeau blanc, pour la création de la grande mandala mouvante de l'énergie de rézo, pour découvrir les jeux collectifs éblouis de cent corps et de cent esprits réunis dans la joie, et pour communiquer à tous les témoins de cette célébration, la magie de cette écotopie que nous sommes, qui est, et qui doit devenir, pour l'avenir de la planète.

Bienvenue à toutes tous les autonomes, alteronomes, naturonomes, solaironomes, agronomes, bicyclonomes, femmonomes, hommonomes, OM, OMMMmmMmm.»

Le 23 et 24 septembre 250 personnes sont venues de tous les coins du Québec à Upton pour célébrer la fête de l'équinoxe d'automne. Ce fut, sans doute, la plus belle fin de semaine de l'année: un temps très doux un soleil resplendissant et une nature qui commence à se parer de rouge et de jaune. La fête initialement prévue à Gentilly, afin de dénoncer une nouvelle fois le nucléaire, a du, faute de place et de temps, s'installer sur le «théâtre de la dame de coeur» à 50 km à l'Est de Montréal. Si l'antinucéaire y a sans doute perdu, le plaisir y a beaucoup gagné: on ne pouvait trouver endroit plus idéal. Imaginez une prairie entourée d'érables aux couleurs si caractéristiques de l'automne québécois, juxtaposée à un terrain aux dimensions plus modestes où se trouvent trois maisons et une grange permettant diverses activités d'intérieur, avec en plus

une rivière que l'on peut franchir afin de camper plus au calme dans les bois. C'est autre chose que la Courneuve.

Avec un terrain et un temps si propice cette fête avait tout pour être une réussite: elle fut plus que cela, grâce à la prise en charge des participants. Le fait que l'appel à la participation du Paw-waw ne soit pas publique y est sans doute pour beaucoup, la diffusion par le bouche à oreille n'a amené que des individus déjà très impliqués dans leur vie quotidienne; beaucoup de problèmes sont ainsi évités (agressions, attitudes d'assistés...) et permet à chacun de pouvoir extérioriser sa joie d'être. L'autre raison du succès est due à la parfaite organisation; quelques personnes arrivées la veille ont aménagé les lieux; le fait qu'il y eut une majorité de femmes dans les «organisations» n'est sans doute pas étranger au climat de douceur que l'on ressent dès que l'on franchit la porte sans mur, symbolisant l'entrée dans l'écofête.

L'importance des racines indiennes et des premiers colons, pour les écologistes québécois, ressurgit à tout moment dans la fête: les tentes ressemblent plus souvent à des tipis qu'à des articles de chez Trigano... on voit même un sauna-tipi; la cuisine est constituée d'une énorme marmite suspendue à un trépid.

Le traversier, fièrement manoeuvré par les enfants, est autotracté grâce à une corde tendue entre les deux rives et des canoës se promènent sur la rivière... Il faut ajouter au décor une importante touche mystique constituée par de très beaux panneaux expliquant la situation de chaque planète à l'équinoxe d'automne...

Quand nous sommes arrivés le samedi en fin de matinée, se déroulait un «jeu de cercle

pour grande foulée»: une centaine de personnes se tiennent par la main en cercle pour que l'énergie circule entre les participants, puis une «animatrice» propose des jeux collectifs: par exemple, on isole les «balances» (signe de la fête) et on leur fait faire le tour du cercle portées à bout de bras. On propose aux gens cinq cris d'animaux différents, et tous se regroupent grâce au son. Les jeux de cercle constituent une dynamique de groupe et un moyen excellent de se rencontrer.

En début d'après-midi commence le cycle permanent des projections de films sur des sujets tels que le compost (très prisé), la bicyclette ou le nucléaire, une trentaine de personnes assistent aux projections; les autres discutent, heureux de se retrouver ou jouent au «ballon volant» (volley-ball). Le «ballon-volant» est le sport privilégié des écologistes nord-américains; comme je demandais pourquoi, on m'a expliqué que c'est le seul jeu convivial: en effet, il n'y a pas de spécialistes, les joueurs tournent, c'est le jeu d'équipe par excellence: il peut se jouer sur n'importe quel terrain (herbe, terre, sable ou même asphalte), il utilise très peu de place par rapport au nombre de personnes, il est mixte et requiert peu de matériel. Bien entendu, les règles sont quelque peu modifiées: pas de compétition, l'important est d'échanger la balle le plus grand nombre de fois sans qu'elle tombe à terre.

Un «marché aux idées» regroupe quelques stands qui, au milieu du petit terrain, proposent leur littérature: l'Alliance Tournesol, le Monde à Bicyclette, les écoles parallèles mais aussi la Ligue des Droits de l'Homme ainsi qu'un groupe trotskyste.

En fin d'après-midi arrivée de «l'Enfant Fort», une fanfare montréalaise présente à toutes les manifestations; maquillés, ils sont une dizaine à présenter une remarquable animation musicale d'où se détache un saxophoniste merveilleux.

La nuit tombante, les gens se retrouvent autour d'une grande marmite où, dans une eau bouillante, des épis de «blé d'Inde» (maïs) cuisent pour une épluchette. A la fin du repas un immense feu illumine la prairie, tout le monde s'y retrouve, les musiciens aussi, cela durera jusqu'à très tard dans la nuit.

Après un repos dans les tentes ou dans la garderie remplie de pleurs, le réveil est difficile et ce n'est que vers onze heures que pourra commencer la réunion de l'Alliance Tournesol. Après une présentation rapide où l'on rappelle que l'A. T. doit être l'embryon d'un mouvement antinucléaire de masse et empêcher la mise en route de la centrale de Gentilly II, chacun des participants se nomme et expose ses actions en cours. Les noms de famille sont déjà tout un programme Lapierre, Lamoureux, Desfosés, Lajoie, et même Dédé Laterreur. Le tour de présentation laisse apparaître une faible mobilisation, excepté dans les grandes villes. Malheureusement la discussion qui s'annonçait prometteuse est interrompue pour effectuer les derniers jeux de cercle.

De nouveau, les jeux collectifs se succèdent avant de s'achever par un salut au soleil et une séance de yoga collective. Avant de se quitter, on organise spontanément un bilan de la fête: très calmes, les gens s'écoutent sans s'interrompre, c'est peut-être ce qui permet aux femmes de s'exprimer autant que les hommes. Deux tendances se dessinent: les partisans d'une fête qui soit, comme celle-ci, une communion collective, et ceux qui pensent qu'il est nécessaire de s'ouvrir vers l'extérieur en faisant des actions plus militantes.

Il est pour nous l'heure de partir. En route pour Québec «sur le pouce» une vingtaine de cyclistes rentrant à Montréal nous croisent et nous saluent aux cris de «...Vive la terre...»





Media en fête

Au Québec, une petite dizaine de radios communautaires émettent sur l'ensemble du territoire et un nombre équivalent s'apprentent à faire de même. Le mouvement, parti des grandes villes du Saint Laurent (Montréal, Québec) voilà six ans s'étend aujourd'hui aux régions périphériques. Une chartre gouvernementale régleme les radios communautaires, elle stipule, entre autres, que ce type de radio doit être à but non lucratif et qu'il est nécessaire pour émettre, de faire une demande au Conseil de Radiodiffusion et des Télécommunications Canadiennes (C.R.T.C.). Celui-ci accorde un permis renouvelable, s'il considère que le projet sert la population. A noter que la chartre, à l'origine, interdisait la publicité. Actuellement elle permet une «publicité de prestige» : le message est lu d'une voix neutre sans musique de fond ou autre artifice.

Afin de mieux comprendre le fonctionnement des radios communautaires nous sommes allés voir deux d'entre elles : C.K.R.L. à Québec et l'Etoile Filante de Rimouski.

Québec, capitale de 600 000 habitants, demeure la ville chérie de la province. La présence de l'université Laval et du Quartier Latin fait de cette ville l'une des plus dynamiques du Canada. C'est d'ailleurs du campus que partit, en 73, C.K.R.L. la première radio communautaire. Près de six ans plus tard le bilan a de quoi nous laisser rêveurs : 40 000 auditeurs soit 10% du potentiel, un budget de plusieurs centaines de milliers de francs, 150 bénévoles et six permanents pour s'occuper de la station. C.K.R.L. se fixe comme objectif de «provoquer une large diffusion des réflexions de la communauté sur ses problèmes» et «d'offrir à ses auditeurs une information critique pour l'amélioration de la qualité de la vie du milieu. Tout cela en privilégiant l'approche communautaire. A moyen terme, les animateurs de la station espèrent que la cotisation des membres devienne la première source de financement avant la «publicité de prestige».

La programmation, en modulation de fréquence, s'étend de sept heures à vingt-quatre heures du lundi au vendredi et sans interruption la fin de semaine. Il est possible de choisir entre des informations, essentiellement locales, des émissions culturelles très diversifiées, une animation musicale éclectique (70% de musique vocale en langue française, ce qui dans le contexte québécois est important), ainsi que des magazines hebdomadaires sur l'écologie ou les «femmes en mouvement». Malgré le nombre et la diversité des émissions, certains groupes et individus ne peuvent s'intégrer dans les tranches horaires de la station, et plusieurs personnes pensent sérieusement lancer une autre radio communautaire sur la capitale.

Un événement récent montre l'importance prise par C.K.R.L. : l'antenne, située jusqu'alors sur le campus ne permet pas une réception maximale à l'ensemble de la population de la ville et de sa banlieue, vient d'être installée sur la plus haute tour de la ville construite par la très officielle «Radio Québec». Question : Dans combien de temps une radio libre installera son antenne sur la Tour Eiffel ?

Rimouski, constitue le type même de la ville administrative moyenne avec son cortège de fonctionnaires et sa mentalité conservatrice. Ici encore, la présence d'une branche de l'université du Québec crée un bouillonnement culturel depuis une dizaine d'années ;

Quand Lecat n'est pas là les média dansent

Il y a deux ans, quelques copains avec des moyens de fortune lancent une radio communautaire par câble. Personne n'y croit vraiment, surtout qu'il est interdit aux radios par câble de faire de la publicité «prestige». Pourtant, grâce au besoin pour beaucoup de respirer et à une subvention du gouvernement (eh oui), le résultat dépasse toutes les espérances : 150 personnes participent au collectif qui anime, outre la radio, un bar à spectacle, un secteur vidéo, une

coop-bio, et de nombreux ateliers sur la ville, 54% des 11000 cablés écoutent l'Etoile Filante qui diffuse 21 heures par jour de la musique, des informations régionales et culturelles. Au moment du renouvellement de la subvention, d'ailleurs refusée, une cinquantaine d'associations locales appuyèrent la demande, des syndicats à l'association religieuse en passant par l'université et le musée régional. L'Etoile Filante vient de recevoir sa charte de radio

communautaire et émettra sans doute, en modulation de fréquence à partir de juin 79 sous le nom de Radio Communautaire du Bas Saint Laurent. Notons également qu'il existe plusieurs télévisions communautaires au Québec.

La presse alternative n'a pas suivi le même développement ; la prépondérance de l'audio-visuel en Amérique du Nord n'est pas étranger à cet état de fait. Il n'existe aucun quotidien style Libé ou même Rouge et la plupart des hebdomadaires et mensuels ne sont que les organes des multiples groupes d'extrême-gauche ou écologistes.

L'exception que constitue «Mainmise» est, aujourd'hui, remise en cause. Fondé au moment des événements d'octobre 70 (1), il reste pendant huit ans le journal de ceux qui quittent la ville à la recherche d'un autre mental. Plus mystique que politique il est le reflet de l'ensemble du mouvement alternatif. L'équipe après de nombreux changements de personnes et de formules, vient de décider de cesser de paraître, tout au moins sous ce titre. Jean, l'un des rédacteurs, nous explique qu'ils «ont fait 78 numéros, que l'on est en 78 et que le tarot a 78 cartes, alors on change ! Le récent départ d'une partie de l'équipe, la difficulté à ne pas se répéter et à trouver l'homogénéité minimum constituant, peut-être, des causes plus profondes. Cependant, un trimestriel vient de voir le jour en mars 78 : «Le temps fou». Les six-sept fondateurs sont très ambitieux, ils veulent à la fois diffuser une nouvelle critique sociale, élever le niveau du débat politique et contester le monopole théorique des Marxistes-Léninistes. Les trois pôles du journal que constituent l'écologisme, le socialisme et le féminisme font du Temps Fou un lieu de confrontation très ouvert. Les trois numéros, actuellement parus, sont prometteurs et ont reçu un accueil favorable des lecteurs ; cela leur permettra, sans doute, de devenir mensuel. Il reste à savoir s'il intéressera les anciens de «Mainmise», rien n'est moins sûr tant l'esprit des deux journaux diffère. Pourtant il y a place pour un grand journal alternatif au Québec surtout que les lieux de diffusion, librairies ou cafés, sont aussi nombreux que diversifiés.



(1) En octobre 70 le Front de Libération du Québec enlève un ministre et le tue, pendant que des scènes d'émeutes se déroulent dans les rues; l'armée intervient, ce qui a énormément marqué la population dans un pays où les forces de l'ordre sont plus que discrètes.

Quelques librairies où l'on trouve la GO :

- Québec : Librairie Pantoute 1196 St Jean

- Alma : Librairie Coopérative Populaire 690 Collard Ouest

- Montréal : Librairie Alternative 2033 Boulevard St Laurent

- Le Temps Fou : case postale 306 succursale de Loumier Montréal H2N 2N7 Canada

- Mainmise : case postale 235 Station G Montréal





Lettre imaginaire

d'un Kébécois à une Française

J aime les matins de cristal où l'air est si pur qu'il va se casser ; ou alors la hache se soulève toute seule et dans le froid brûlant la bûche se fend net tandis que l'air ramène l'écho glacé tout proche de moi... Ces matins là, lorsque je cherche vainement la vie dans ce décor figé, je la découvre alors dans le silence même de cette immobilité...

Et lorsque j'en ai assez d'être dans mon cocon douillet et que j'ai envie de me mesurer à l'hiver, alors je pars dans la nuit avec mon amie dans la tempête... ne pas perdre le rang, ne pas s'égarer, marcher jusqu'à ce qu'une lueur de Petit Poucet nous appelle du fond de la blancheur, et je découvre dans la lumière une «Mère-Noël» de légende en grands cheveux de flocons brillants et aux joues rouges, riant aux éclats... Mais déjà le poêle à bois fait fondre la vision et quand je rentre, je redécouvre des choses essentielles: la chaleur n'est plus cette tiédeur accessoire et ordinaire de ma vie, la chaleur-dragon court dans tous les pores de ma peau, se

bat en riant, c'est la course folle, le froid est perdant: je fonds et revis, c'est la naissance, l'accouchement, le délire, la symphonie dans mon corps!...

Le Kébek, c'est un peu le Larzac, une terre de source, malgré l'amélioration.

En 68, 69, 70, l'échec des violentes révoltes pousse la plus grande partie de nous à choisir le salut individuel; c'est devenu, dix ans après, un mouvement social d'action. Si depuis toujours la France avance par explosions de trop-pleins, pour ensuite fermenter dans les labyrinthes de la théorie, le Kébek alternatif s'étale régulièrement en flaque d'eau silencieuse.

«Iccitte» dans la vie si bien protégée par l'hiver, les réunions polémiques où chacun expose avec complaisance son individualité, cela ne «pogne» pas. L'air, si fort, donne envie de sentir les gens sur un autre plan, de vivre quelque chose avec eux. «Iccitte» les gens ont gardé leur racines d'avec la terre, je ne parle pas de l'esprit de clocher mais de cette connaissance intime et

tacite qui dépasse les guirlandes de mots.

Malgré les abcès que le long face-à-face de l'hiver fait éclater entre nous quatre, malgré et peut-être à cause de cela, lorsqu'on a cherché, compris, et qu'on est à nouveau tout neuf, alors c'est «ben le fun» ce qui se passe entre nous : chacun fait ce qu'il aime, c'est comme un orgasme mental, et la plus belle chose que je fais ici c'est aimer la vie, car je sais que le bout du monde, il est dans nos mains...

Voilà, je sais que tu vas passer de merveilleuses fêtes. Cela me faisait du bien de te voir, il y avait un genre de velours sur mon coeur souriant. Il y a beaucoup de personnes d'une grande douceur qui prennent place dans mon coeur et je viens d'ouvrir une porte pour toi; la nature est bien faite, je vais continuer à penser à toi comme maintenant pour te conter des affaires belles et douces.

Gros becs

Pierre ●

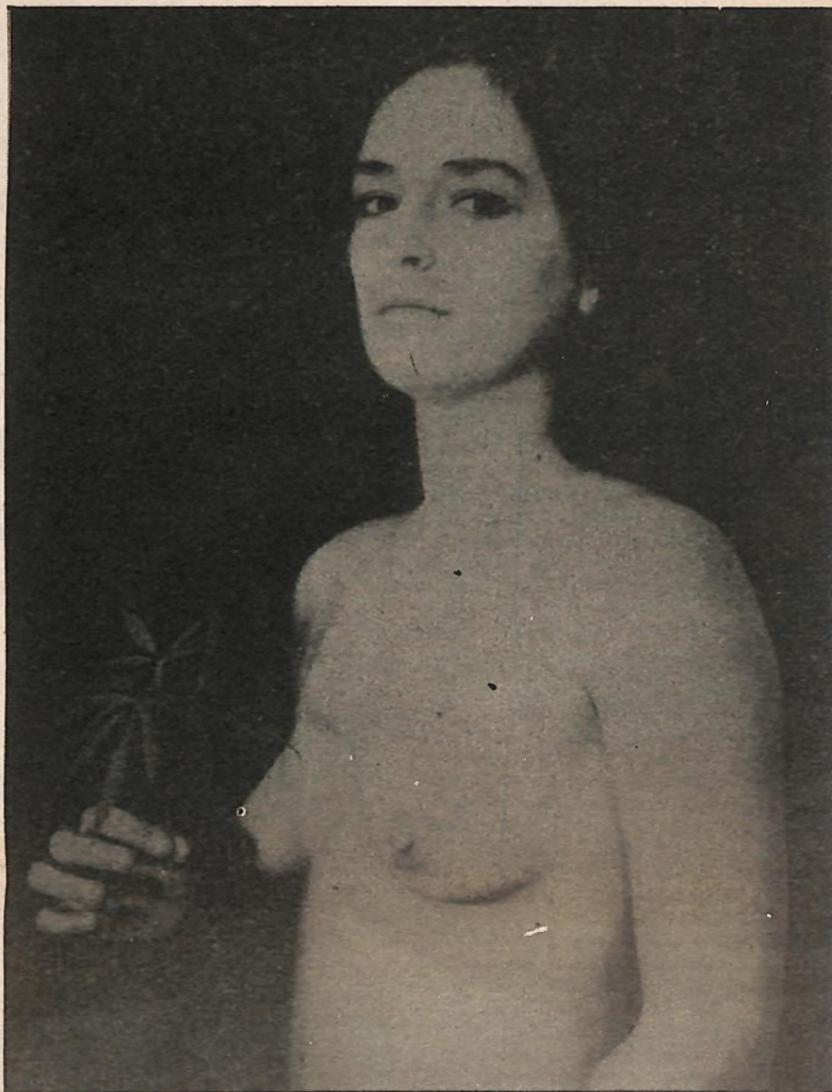


photo A. M. Guerneau

A lire dans le train en attendant le tunnel

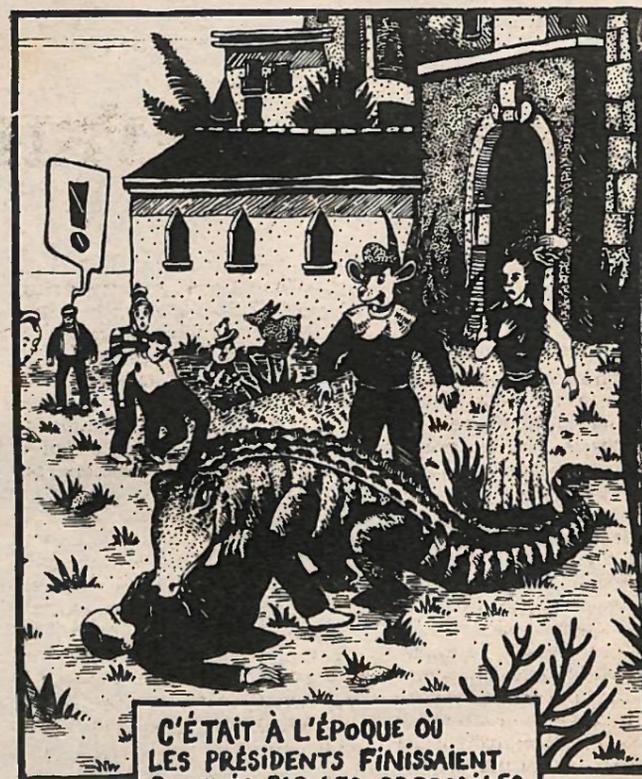


Dessin Guitton



Vient de paraître chez André Balland un gros livre de cent-dix pages intitulé «Tout doit disparaître». Cent dix pages de dessins signés Philippe Bertrand et Pierre Guitton. Un vieil ami me confiait, il n'y a pas longtemps que c'était la plus belle chose imprimée qu'il ait vu depuis des années -je le croyais sur parole- mais maintenant que j'ai le livre sous les yeux, je reste là, béat, les pupilles dilatées, à tourner et à retourner indéfiniment les pages... Courrez chez votre libraire si vous avez de la chance, il restera peut-être encore un exemplaire qui n'aura pas disparu.

Petit-Roulet ●



Dessin Ph. Bertrand

C'ÉTAIT À L'ÉPOQUE OÙ LES PRÉSIDENTS FINISSAIENT BOUFFÉS PAR LES CROCODILES DANS DES MONDES PARALLÈLES.

Debout dans un pourrissoire

Comme celle d'Ivan Denissovich, la journée du prisonnier est une succession de chutes évitées.



Photo Magubane revue PHOTO.

On ne reste jamais plus d'un an en Quartier Haute Sécurité» affirmait M. Dablanc, directeur de l'Administration pénitentiaire à «l'Évènement», émission diffusée sur TF1 le jeudi 16 novembre. Dablanc, seul invité dans cette émission à justifier le maintien des QHS et le critère de «dangerosité» des individus qu'on interne. Dablanc ne craint pas de scandaliser à cinquante millions d'exemplaires tant il est vrai que l'exemple vient de haut et que depuis plus d'un an, les QHS sont mis en accusation aussi bien par ceux qui y pourrissent que par leurs avocats. Giscard lui-même ne prétendait-il pas que la prison n'est que «la privation de liberté»?

«Ne plus rêver que d'amour au lieu de faire l'amour, ne plus

dialoguer qu'avec un mur, ne plus deviner la beauté que derrière du gris et du barreau, c'est pire qu'être mort, c'est mourir chaque heure...» écrivit un jour Taleb Madjadj, vingt trois ans, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour sa participation au hold-up avec prise d'otage du C.I.C. de l'avenue de Breteuil. Madjadj totalise près de trois ans de détention en QHS... TF1, en interviewant le numéro un de l'administration pénitentiaire s'est bien gardé de poser quelques questions au numéro un des QHS, Taleb Madjadj, sur les conditions d'internement dans les bunkers de la prison. Nous avons désiré combler cette petite lacune, bien excusable de la part d'un organisme d'Etat, en publiant ci-dessous un texte de Taleb extrait d'une brochure du CAP, interdite à la vente et publication.

Mandrin

«Clac, clac, clac, clac, deux barres tirées et double tour de serrure... Chaque cellule du quartier est ouverte. Saloperie de merde, faut déjà se lever. What's the time. La vache, il est 7h15. Ça ne va plus, ça. Je dors 12 heures par jour et je m'éveille fatigué... Il est pas possible ce mec. Ouais, ouais, c'est vrai : 12 heures que je dors! Et encore, je me retiens. A cette allure je ne ferais pas mes 20 ans de prison, j'en ferai que 10. Gros malin va!

Bon, c'est pas tout ça, faut se lever et amener ton broc au trou de la grille. Pourriture de grille! Elle ne s'ouvre que pour cette ordure de promenade. Non mais tu les imagines un peu... Ils appellent «promenade» un couloir en béton

et grillagé de 7m sur 2... ce n'est plus de la sémantique, c'est de l'es-croquerie. Tiens, ce matin ils me font marrer les écolos... c'est pas eux qui manifesteront contre le désert de béton des QHS. N'ont qu'à crever ces cons de prisonniers. Qu'à crever? Espère un peu... Clac, clac, clac, clac. Tiens, quelle équipe on a ce matin? Hop, un regard style radar... miné de rien, ça peut aller ce sont pas les pires : «A chaque visite quelques paroles bienveillantes coulent de cette bouche honnête et portent au coeur du détenu, avec la reconnaissance, l'espoir et la consolation; il aime son gardien; et il l'aime parce que celui-ci est doux et compatissant. Les murs sont terribles et l'homme est bon» 6h, tu me prends pour qui?

Allons, faut boire une espèce de flotte marron qu'ils appellent café-au-lait. Bordel, nous sommes tellement au niveau des chiens que le café n'en est pas et le lait non plus... Eh, bourgeois! Quoi, bourgeois? Tu ne l'as pas regardé ce sirop de merde pour t'en faire une opinion. Ce n'est pas toi qui te force à l'ingurgiter depuis 31 mois. Le pire des cafés dilués de l'extérieur est un super concentré à côté. Oh, et puis ça va pas ce matin... J'en ai marre de toute cette saloperie... Isolé 22h sur 24. Café pourri, bouffe pourrie. Tu vois, c'est symbolique le café mais je l'aime bien... chaque matin, il me rappelle que si je veux sortir debout il me faut contester ce pourrissoir. C'est bien... ça entretient ma rage.

Bon, mettons que j'ai bu le jus de chaussettes. Maintenant, je passe à mon plaisir matinal. Tiens, écoute bien : un robinet d'eau froide. Tes deux mains et une serviette. Avec mes mains sous le jet... et je me frictionne. Non je t'assure, je ne blague pas. J'aime ça l'eau froide le matin... Ah, mais attention, jamais de gant de toilette. Tu vois, le truc c'est de se masser tout le visage avec les doigts. Ça bouge pas en prison, alors le massage te désenkylose le front, les tempes, les yeux. J'en jouis presque... après, je me mets à poil... mais là j'aime moins, ça caille et c'est humide ici. Bref, je suis habillé à 8h15. Juste pour la fameuse promenade. Ce matin, à deux dans cette mini-courette... 6 pas... demi-tour... 6 pas... demi-tour avec cet enfoiré de grillage au dessus de nos têtes. Jamais de soleil. Merde, arrête d'en parler Roger, tu vois qu'ils s'en foutent. Si tu fais la gueule, ils rigolent.

Peuvent s'en foutre puisqu'ils rentrent chez eux après. A part nos aller-retours de bêtes en cages, nous avons parlé de conditionnement socio-familial. Nous sommes d'accord... C'est ça qui est con... Ben oui, nous ne pouvons plus discuter. Ou alors très peu.

LE GRAND SOMMEIL

Bref on se soutient comme on peut pour passer ces deux heures. Retour en cellule. Mais fouille comme à l'aller avant d'y entrer. Tiens, ils doivent considérer que la situation est calme, ils ne sont que trois pour un détenu. Quand c'est l'agitation, ils sont de sept à dix. En étage il y en a un pour cinquante. Je bouquine jusqu'à 11h. C'est quoi? «De la biologie à la culture» de Jacques Ruffie. C'est vraiment un grand monsieur. Si tu ne le lis pas tu es partisan de ta propre ignorance. 11h, c'est la bouffe... Comme c'est vendredi, c'est de la merde, Du coup je prends un demi-pain avec un litre de lait froid. Et je remplis mon estomac en regardant le mur blanc et en sentant l'adrénaline couler dans mes veines. Roule pour l'ascétisme crispé... Ensuite c'est là que commencent mes misères... de 11h à 12h je lis et puis le puits (rigoles pas) de 12h à 17h. Le puits c'est la sieste dans laquelle je m'enfonce sans pouvoir m'en empêcher. Pas très naturel... Pas productif à l'usine ce mec. Réveil donc, à 17h. Bouffe, 5 mn après. Re-pire-que-de-la-merde. Remarque, Fresnes c'est connu pour ses menus rachitiques. Tu n'as pas intérêt à ne pas avoir de sous ici, sinon tu n'as plus de consistance au bout de quelques mois. Et là, adieu vache, veau, cochon, cheveux et dents. Va mourir. Tu as déjà tâté un ver blanc? Bon, si tu estimes qu'il a de la consistance...

Vers 18h, je touche «Libé» et le courrier (s'il y en a) Ah, ah, je t'ai eu... Je lis le courrier après le canard. Ouais, soit je suis maso, soit je maintiens mon self control. Plein de petits actes comme celui-ci et tu apprends à te débarrasser d'une fixation. Après, c'est soit les cours, soit le courrier, soit la lecture jusqu'à 22h. Ensuite je tourne en cellule ou j'écoute la radio. Après 22h, ce qui m'intéresse c'est quand Bernard Lenoir nous met du reggae au «Pop-Club». Des fois, pas toujours... Je crois que la différence entre la

platitude mortelle de notre quotidien et cette rythmique vont de pair. L'une compense l'autre, quoi. En un sens, cela ressemble à l'harissa que nous mettons à grandes doses dans les plats. Je dis «nous» parce qu'il y en a un tas. Et puis à minuit, je me couche pour m'endormir, un quart d'heure plus tard. Pire qu'une porc mec : il bouffe, il dort, il chie, un vrai ténia. Human birth where are you?»

Hadjadj Taleb
QHS de Fresnes
Avril 1978

41) «QHS, MM les Jurés, il faut savoir». Brochure publiée par le CAP et interdite à la vente. le CAP 41 bis, quai de la Loire 75019 Paris.

Au mois d'octobre, après 115 jours de grève de la faim, Daniel Debruelle recommençait à s'alimenter. Il avait perdu 25 kg... Deux promesses motivèrent sa décision : La Chancellerie a pris en considération la révision de son procès qui l'avait condamné à 12 ans de réclusion criminelle pour un hold-up dont il nia toujours être l'auteur, et Dablanc s'est engagé à ne plus le remettre en QHS.

Au mois de Novembre, Roger Knobelspiess réintègre le circuit normal de détention, après une lutte s'étalant sur plusieurs années. Il semble que pour lui, les QHS c'est fini. Ces deux exemples démontrent bien, outre la combativité des détenus, l'importance d'un comité de soutien actif dans son rapport de force avec l'administration pénitentiaire. Qu'est-ce que l'Etat? Tout... Que veut-il être? Encore plus! Les QHS ne seront sans doute plus un jour le domaine réservé des «droits communs»...

Depuis le 20 novembre, Taleb Hadjadj a entamé sa cinquième grève de la faim au QHS de Tarbes dans lequel il a été transféré le 9 octobre, après avoir subi ceux de Fleury-Mérogis, Fresnes et la Santé. Bête noire de l'administration Dablanc qui n'apprécie guère la plume accusatrice de cet insoumis de 23 ans, Taleb interpelle une nouvelle fois l'opinion publique sur ce que sont réellement les QHS : «L'usine à fabriquer les fauves de demain». Vous pouvez soutenir sa lutte en prenant contact avec le Comité d'Action des Prisonniers (CAP) 41 bis, quai de la Loire 75019 Paris.

Ca n'arrive qu'aux autres

L'implantation et le nombre des gendarmes constituent la source principale d'une efficacité largement démontrée dès que l'on a décidé de la recherche, de la surveillance et du fichage des éléments dits «subversifs» résidant dans leur zone de compétence territoriale. Le gendarme est, par nature, volontiers paperassier et la structure même de l'arme favorise cette surveillance de tous les instants qui débouche sur le fichage, la sélection et un jour peut-être, 'en cas de clash ou sur ordre de Paris', l'arrestation, la grande raffle... De la brigade à la compagnie puis au groupement, les informations recueillies parviennent aux légions de gendarmerie départementale et sont ensuite transmises au ministère de la Défense Nationale, via la Direction de la Gendarmerie» (1)

Un exemple à côté de chez nous: depuis juillet 77 l'As de Pique, boîte de nuit perchée à Mussy-

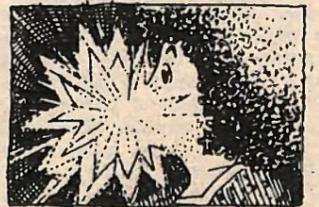
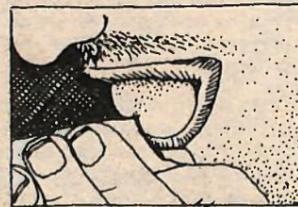
sous-Dun (Saône et Loire) faisait l'objet d'une surveillance étroite de la part de divers services de gendarmerie (GO N 211). Dès l'ouverture, les gérants de l'As de Pique rencontrent une vive opposition du côté de la Commission Régionale du Conseil Général et des services de la Préfecture, opposition portant sur l'acquisition d'une licence restaurant. Ces messieurs laissent se couvrir le dossier d'un bon centimètre de poussière, malgré l'avis favorable du Syndicat de l'Hotellerie, de la Chambre des Commerces et des services fiscaux concernés. Dans un même temps, la Gendarmerie organise le contrôle systématique des véhicules empruntant le chemin de la

Lundi 20 novembre, perquisition sans commission rogatoire à l'As de Pique. Dans le logement séparé de l'un des gérants, le Capitaine de gendarmerie de Charrolles «découvre» quelques boîtes de culture d'herbe. Cette

intervention voit son origine après l'interrogatoire d'un tout nouveau client qui avoue «avoir fumé une cigarette de stupéfiant» (dixit déposition) à l'extérieur de la boîte. Pour le juge Brenas de Mâcon, chargé du dossier, le trafic de drogue ne fait plus aucun doute... On embarque les «affreux drogués» pour un interrogatoire serré, complète le fichier local sans oublier de poser les scellés sur la boîte, les boîtes... et les carnets d'ardoises. Suffit pas d'arrêter des gens sous prétexte qu'ils fumillaient le joint, encore faut-il prouver un quelconque trafic. Brenas ne peut pas, et pour cause! On les relâchera, tandis que les scellés eux, resteront...

Mandrin

(1) Se reporter à l'ouvrage de Patrice Chairoff «Dossier b... comme barbouzes» chez Alain Moreau.



Vaccin contre la grossesse

**L'arme absolue,
qui tue les peuples
sans tuer les hommes, simplement
en les empêchant de se reproduire**



Photo Alain Richard (revue Grand Angle)

Durant ces dix dernières années, les connaissances humaines en matière de biochimie, d'immunologie et de génétique, ont connu une accélération spectaculaire.

Des découvertes fondamentales ont été faites qui touchent au patrimoine génétique des êtres vivants, des découvertes d'une importance telle qu'elles modifieront à coup sûr - mais dans un sens imprévisible - notre avenir et celui de nos descendants.

Les «mass media» parlent peu de ces problèmes. Certes, de temps à autre, filtre bien telle nouvelle sur les manipulations génétiques, telle information sur la naissance d'un bébé-éprouvette. Mais c'est là peu de choses par rapport à la réalité profonde. Est-ce l'aridité du sujet qui en ralentit la vulgarisation, ou existe-t-il des consignes supérieures qui font que l'on laisse dans un clair-obscur rassurant un sujet délicat et inquiétant? La question est posée.

Nous leverons une partie du voile en vous racontant l'histoire du vaccin anti-grossesse, une histoire qui crée bien des remous dans le monde semi-clos des chercheurs.

On a, depuis longtemps, isolé dans l'urine de la femme enceinte une hormone spécifique, dénommée HGC (1) dont la présence est caractéristique des deux premiers mois de la grossesse. Cette hormone est sécrétée par les formes précoces de l'embryon et non par l'organisme maternel.

La structure physico-chimique d'HGC est très proche de celle de la lutéine, produite, elle, par l'hypophyse de la mère et qui favorise le développement du corps jaune de l'ovaire et la sécrétion par celui-ci de la progestérone, qui prépare l'organisme maternel à la grossesse.

On peut considérer que, dans la première phase de la gestation, l'embryon humain, par l'intermédiaire d'HGC, provoque la sécrétion de progestérone, créant, ainsi lui-même, les conditions propres à sa nidation. Ceci dure deux mois, jusqu'à ce que l'organisme de la mère prenne le relais et maîtrise lui-même son évolution.

Deux chercheurs, un Américain, le professeur Vernon C. Stevens de l'Université d'Ohio et un Indien, le professeur G.P. Talwar, de l'Institut Indien de

Recherche Médicale, constatèrent qu'HGC était un corps étranger à l'organisme maternel - un antigène - Ils pensèrent alors, qu'il devait être possible d'immuniser la mère contre lui. On créerait ainsi une élimination automatique de l'oeuf fécondé quelques jours après la date normale des règles.

Jeu de molécules

Stevens fut le premier en 1971, à obtenir une contraception effective chez le babouin femelle. Ce faisant, il se rendit compte que les anti-corps développés par le vaccin détruisaient la lutéine maternelle, créant ainsi des troubles hormonaux graves. La ressemblance étroite entre molécule d'HGC et de lutéine était responsable du phénomène.

Par des manipulations génétiques compliquées, les chercheurs purent isoler sur la molécule d'HGC un segment dénommé B.HGC qui n'avait pas d'équivalent sur la molécule de lutéine. Ils l'utilisèrent sur le babouin et obtinrent alors, une vaccination anti-grossesse sans effet secondaire.

Tout n'en était pas résolu pour autant. Un vaccin, pour être utilisable, doit pouvoir entraîner la production rapide d'anticorps, si possible, par une seule injection. Tel n'était pas le cas : B.HGC, molécule de faibles dimensions, se révélait faiblement immunogène...

Talwar, à qui Stevens avait fait parvenir une certaine quantité de B.HGC, entreprit, par manipulations génétiques, de coupler cette molécule avec celle, fortement immunogène, de la toxine tétanique. Il mit, ainsi au point un vaccin hybride dénommé T.B.HGC qui se révéla efficace sur le babouin. Il procéda alors, sans plus tarder, aux premiers essais cliniques sur des femmes reconnues stériles. Ce fut un échec: Chez la femme, le vaccin entraînait la destruction de la lutéine, avec les conséquences que l'on sait.

Depuis, les recherches ont continué et Stevens a déclaré récemment qu'elles étaient sur le point d'aboutir.

Un conflit américano-indien

De son côté, le professeur Talwar avait poursuivi les essais cliniques de TB.HGC. Il fit breveter ce vaccin, créant ainsi un conflit avec Stevens qui estimait qu'ayant mis au point lui-même la souche initiale de B.HGC, il était à l'origine de la découverte.

En 1976, une conférence réunit à Bellagio, en Italie, tous les chercheurs intéressés. Son but affiché était la mise au point des normes de sécurité auxquelles devrait répondre le vaccin avant qu'il ne soit procédé à des essais cliniques sur femmes fertiles. En fait, il s'agissait surtout de liquider le contentieux qui existait entre équipes américaine et indienne. La majorité des participants estimait qu'il n'était pas encore temps de passer à des essais réels... Leur malaise fut à son comble lorsque Talwar déclara qu'il avait d'ores et déjà, procédé à des essais sur femmes fertiles et qu'il avait abouti à un échec.

Comment juger l'attitude de Talwar? Avait-il eu tort ou raison?

Les premiers essais cliniques d'une nouvelle technique médicale comporte toujours un risque qu'il est difficile de peser. Talwar a jugé la situation selon ses critères personnels, ceux d'un homme conscient de l'importance du problème de la surpopulation pour l'avenir de son pays. Les procédés contraceptifs ont subi, en Inde, un échec et la situation démographique y est angoissante.

Des lacunes affligeantes

Même si Talwar et Stevens voient aboutir leurs recherches actuelles, l'utilisation pratique du vaccin anti-grossesse rencontrera encore bien des obstacles.

Beaucoup de chercheurs (certains sont français) impliqués dans cette affaire affirment qu'au stade actuel de notre évolution scientifique, il est trop tôt pour passer à l'application humaine. Ils dénoncent en effet, un manque affligeant de connaissances de base sur le rôle exact joué par HGC dans le déroulement de la grossesse. On sait, par exemple, qu'HGC joue un rôle de protection autour de l'embryon, évitant, ainsi que celui-ci soit reconnu comme antigène et détruit par les anticorps. Il s'imbrique, pour ce faire, d'une façon mal déterminée dans le réseau des défenses immunitaires maternelles.

Journée d'action

Lors de la réunion internationale, organisée le 10 juin dernier, à Londres, à l'initiative du NAC (National Abortion Campaign), avec les différents mouvements féministes européens, il a été décidé une Journée d'Action dont la date vient d'être fixée au 31 mars 1979.

Étaient présents : l'Italie, la France, la Suisse, la Hollande, la Belgique et bien sûr l'Angleterre et l'Irlande.

Parmi les revendications qui font l'objet de la plateforme commune, il faut rappeler que le NAC (30, Camden Road London NW1), réclame, outre le développement de la recherche médicale dans le domaine de la contraception, l'arrêt de la stérilisation forcée des «femmes de couleurs» (une pratique dont sont victimes les Portos-Ricaines aux USA, comme les Pakistanaïses en Angleterre).

Une réunion s'est tenue à Paris le 25 novembre dernier, à l'initiative du Planning Familial, de la LCR du PSU, de l'organisation Choisir, au 8, Villa du Parc Montsouris, en vue d'organiser la réunion unitaire qui doit se tenir à Paris le 9 décembre prochain.

Par ailleurs, même si le vaccin contraceptif était mis au point avec toutes garanties sur la santé immédiate et future des «patientes» il resterait un problème majeur à résoudre : celui du rappel. En effet, le vaccin reste efficace durant deux ans. Passé ce temps, l'organisme «oublie» et la conception devient, théoriquement, de nouveau possible. Pour relancer, si nécessaire, l'effet contraceptif,

il faut procéder à un rappel de vaccination. Or, durant le temps d'immunisation, si la vie sexuelle de la «patiente» est normale, il y a, tôt ou tard, fécondation d'un ovule, début de nidation et sécrétion d'HGC, avant que ne se produise la perte. Dans ces conditions, chaque fécondation joue le rôle d'un rappel qui réactive la barrière immunitaire. Pour la limiter dans le temps, il serait nécessaire de disposer d'une autre méthode contraceptive. Pratiquement, dans les pays «en voie de développement», la vaccination anti-grossesse conduira à la stérilisation définitive des femmes qui l'auront reçue.

A qui se fier ?

Résumons-nous tout d'abord. Deux médecins, deux chercheurs, un Indien et un Américain, partent à la quête du vaccin anti-grossesse. Leur but est de mettre au point un moyen contraceptif démographique qui menace certains pays du Tiers-Monde.

Ils trouvent un axe de recherche, HGC, une technique, l'immunologie, et ils foncent... Premières découvertes, premiers essais sur les animaux puis la femme. Les premiers essais cliniques se passent en Inde...

En cours d'étude, il apparaît que dans la pratique le vaccin stérilisera définitivement les femmes qui y sont soumises. On apprend, également, que la technique utilisée induit dans l'organisme féminin des effets à long terme dont on ignore tout, si ce n'est qu'ils touchent aux barrières immunitaires, à la protection vitale contre virus, microbes et, sans doute, cancer.

Peu importe, les recherches continuent.

C'est que, voyez-vous, le vaccin présente un avantage considérable : c'est un moyen contraceptif efficace dont l'application peut passer totalement inaperçue de l'intéressée elle-même. Il est symptomatique que Talwar ait associé B.HGC avec la molécule de toxine tétanique. Il associe, du même coup, vaccination anti-bébés et antitétanique.

Les puissances de ce monde se forgeront-elles, ainsi, l'arme absolue, celle qui tue les peuples sans tuer les hommes, simplement en les empêchant de se reproduire?

Et puis -pourquoi pas- ? y aurait-il un lien entre les expérimentations en cours et certaines rumeurs persistantes qui courent à Londres et à New-York? Dans ces deux villes, il serait procédé à la stérilisation, discrète et non demandée par les intéressées, de femmes appartenant à des minorités ethniques, porto-ricaines à New-York, pakistanaïses à Londres.

Les grandes manoeuvres seraient-elles déjà commencées?

René-Louis Cooreen ●

(1) HGC : Hormone gonadotrope chorionique.
Gonade : glande génitale
Tropé : stimulant
Chorion : enveloppe de l'embryon
HGC est une hormone produite par l'embryon et stimulant une glande génitale. La détection de HGC dans les urines est le principe de base des tests de grossesse.

La croisée des mots

Mazarin

Yves Lenoir avait intitulé un précédent travail « **Rapport Poincaré** » car il montrait que, pour que la surrégénération puisse fournir à temps un relais à la grande bouffe énergétique, il aurait fallu que la fission nucléaire fut découverte vers 1910 par Henri Poincaré et mise peu après en service industriel par son cousin Raymond, qui présidait alors la République. De nouvelles données permettent maintenant de montrer que la situation est encore pire et que le coup d'envoi aurait dû être donné par Mazarin (probablement assisté de Galilée ou de Descartes).

En effet, les capacités réelles de retraitement à La Hague sont minimes en regard des quantités de combustibles irradiés, français et étrangers, qui vont s'y accumuler. Les pertes de plutonium au retraitement et à la fabrication des combustibles sont telles (2,7% à West Valley, 6,5% à Mol, 8,5% à Windçcale) que la surrégénération sera en réalité de la sous-génération. Le confinement des transuraniens de longue période est une impasse, et une partie non-négligeable de ces dangereux corps est mélangée à des déchets de basse activité, mal confinés sur le site d'Infra-tome (La Hague). Enfin les prix montent en flèche d'un bout à l'autre de la chaîne nucléaire : par exemple 5000f à 7000f pour le retraitement d'un kilo d'uranium, ce qui amène le prix du premier cœur de Super-Phénix entre 2,5 et 3,5 milliards de francs. Tout cela s'obtient en mettant bout à bout des documents officiels, qui sont abondamment cités.

Certes, il se pourrait, montre Michel Genestout dans la seconde partie du « **Rapport** », que les réserves d'uranium soient plus importantes que ne disent les officiels. Il y en a beaucoup en Afrique (Niger, Gabon, Tchad, Zaïre, Togo, Mauritanie, phosphates marocains...) ce qui explique les luttes d'influence et les interventions militaires dont ce continent est l'objet.

En tout cas, l'industrie nucléaire n'est pas, ne peut pas être, l'industrie précautionneuse, généreuse et soucieuse de ses travailleurs que nous peignent ses promoteurs. Pour l'approvisionnement comme pour la compétitivité et l'accès aux marchés, ce sont des luttes au couteau entre les grandes puissances nucléaires, France, R.F.A., Grande-Bretagne, et aussi les U.S.A., quoique leur politique de non-prolifération et leur richesse en uranium les placent dans une catégorie différente. On doit rogner sur les dépenses : témoin l'agitation récente dans les centrales EDF à cause du manque de personnel et la grève de la CFDT à La Hague, motivée par l'insécurité des conditions de travail. Les « beautés » des débuts de l'industrie pétrolière (Rockefeller «étranglant» ses concurrents, guerres et coups d'Etat au Moyen-Orient...) sont en train de se produire à une échelle plus vaste, car ici la puissance étatique entre en synergie avec le profit industriel pour amplifier les phénomènes.

P.S. ●

Rapport à Son Eminence le Cardinal de Mazarin sur l'état de l'Atome.
Yves Lenoir et Michel Genestout
Ed. Presses de Cabris, 1978
185p., 20F
Disponible aux Amis de la Terre, 14 bis rue de l'Arbalète 75005 Paris.

Nature 2

Nous sommes ici dans la même situation qu'un caillou, à nul autre semblable à travers des milliards d'années. Quoi que nous fassions, et même sans rien faire chacun est absolument original.

Jusqu'à un certain âge, l'enfant dessine ce qu'il sait, pas ce qu'il voit. Ramener les gens à leur «nature» - un composé hétéroclite où entre le caractère, le tempérament, le signe astral, le sexe, l'âge, l'origine sociale, ...- pour expliquer ce qu'ils pensent et font, relève de la même logique. Tout se passe comme dans un syllogisme : tous les hommes sont mortels, or socrate est un homme, donc Socrate est mortel. C'est une méthode qu'on peut qualifier de régressive, puisqu'elle ne vous apprend rien que vous ne sachiez d'avance. Elle vous empêche même d'apprendre quoi que vous ne sachiez d'avance. Elle vous empêche même d'apprendre quoi que ce soit de neuf qui appartiendrait en propre à Socrate. Et pourtant ça marche : comme une machine, précisément. Vous n'avez rien appris, mais vous êtes convaincus : le classement auquel on s'est livré est effectivement loin d'être neutre, et l'explication qu'on en tire bien faite pour vous saisir...

Essayons de voir de plus près comment le piège fonctionne.

Quand Toto tend son portrait à sa petite soeur, elle se vexe. Elle sait bien que ce n'est pas elle, mais l'intention de la représentation suffit à éveiller sa méfiance (1). Elle a parfaitement saisi le pouvoir du dessinateur en herbe. «Tu n'as pas le droit de faire ma photo», dit elle. C'est que Toto dessine mal. S'il dessinait bien, s'il mettait dans son dessin des couleurs conventionnellement flatteuses, s'il commençait, déjà, par persuader sa petite soeur qu'il va faire un beau dessin parce qu'il l'aime, elle n'aurait pas du tout la même réaction. Elle serait coincée dans le processus de la séduction, celui-là même qu'elle essaiera de contrôler, plus tard, en se faisant séduisante, c'est à dire en s'appropriant les critères positifs de la mode du jour.



photo Xavier Lambours

Quand on vous boucle dans votre être-femme, votre être-jeune, votre être-juif..., votre première réaction, de même, est en général de protester. Ce n'est pas parce que vous êtes «objectivement» un représentant de telle ou telle série qu'on peut en déduire automatiquement ce que vous allez faire ou penser. Il y a quelque chose d'abusif dans le pouvoir de vous objectiver, et comme une injure. Mais il arrive que votre interlocuteur s'arrange pour rendre flatteuses les catégories dans lesquelles il vous classe : les femmes sont sensibles, les hommes sont forts et les Juifs intelligents. Vous voilà tout paralysé. Séduction, toujours, que vous pratiquerez vous-même, plus ou moins agressivement. En essayant d'être à fond ce que vous êtes, quand on vous le présente, comme ici, au positif. En masquant que vous l'êtes, si c'est du négatif. Ou encore en cherchant à transformer le négatif en positif : ainsi la femme va-t-elle réclamant sa féminité ou sa femelleitude, le Juif sa judéité, le Noir sa négritude, le criminel sa criminalité et l'imbécile, pourquoi pas, son imbécilité...

De la même manière que Gribouille se jette à l'eau pour ne pas que la pluie gâte ses habits, l'angoisse d'être ramené à une mauvaise «nature» nous précipite constamment dans l'idéologie naturaliste. Vous vous naturalisez Balance, Cénévol, quadragénaire, et dans la foulée : divorcé, instituteur, écologiste. Puissamment encouragé, sur cette pente, par tous les on-dit, les études savantissimes, le corporatisme et la presse, cette dernière étant particulièrement habile à épingler «les» X et «les» Y pour complaire à son public. N'importe quoi, et même les accidents les plus fortuits de votre existence, peut servir à vous constituer une «nature» : moi qui suis ceci, qui ai connu cela, que telle expérience a «frappé» (!),

dont l'Oedipe, ... De ce tas d'éléments hétérogènes émerge une apparence cohérente. Moi je... Toutes les justifications sont désormais permises. On existe en toute sécurité.

Face à l'inflation galopante d'identifications toutes plus explicatives les unes que les autres, deux solutions s'offrent :

1. Le refus le plus total. La difficulté, dans ce cas, est de bien distinguer entre ce que j'ai d'unique et mon unité. Ce que j'ai d'unique, en effet, n'a pas à être prouvé. C'est un fait, et nous sommes ici dans la même situation qu'un caillou, à nul autre semblable à travers les milliards d'années. Quoi que nous fassions, et même sans rien faire, chacun est absolument original. Pourquoi, par conséquent, essayer d'établir cette originalité en composant et recomposant sans cesse votre portrait ? Ce ne peut être que pour vous tenir en laisse, enchaîné à quelques critères bien conventionnels, vous dresser à la défense ou à l'attaque. L'homme chien pour l'homme...

Par ailleurs, l'idée que je puisse avoir une unité quelconque, que toutes mes actions ou pensées reflètent ma nature profonde, est une illusion. Ce que j'ai d'unique est sans unité. Chercher une unité derrière mes comportements, mon histoire, ..., même s'il y a des apparences de constance, est un artifice pour me mettre en procès. Or personne n'est fondé, pas même moi, pour me sauver ou pour me condamner.

2. Si chacun connaissait sa vraie nature et pouvait l'épanouir, ce serait le paradis ! Il faut aller jusqu'au bout de ce que j'ai d'original et lutter contre toutes les aliénations qui me menacent. Ce que j'ai d'unique fait mon unité : ce qui m'arrive ne m'arrive que parce qu'il y a un terrain pour

l'accueillir. Connaissez votre terrain. Si vous n'y arrivez pas tout seul, les psychologues vous aideront. Mais il est bien évident qu'on échappe pas à sa nature : la femme vit fémininement et le débile débilement. Le rôle de la société est de permettre à toutes les différences de s'exprimer. Avec son aide, chacun doit devenir responsable de son destin : devenir exemplaire dans sa catégorie. La femme, un jour, sera vraiment une femme, et le débile vraiment débile. Il y a, bien sûr, des gens qui risquent de donner de mauvais exemples... Disons que ce sont des natures contre nature. Une société fidèle aux enseignements de la Nature saurait corriger cela !

Vue sous l'angle de la morale traditionnelle, la première solution passera pour orgueilleuse. Elle fait l'impasse devant la tentation de certaines «sciences» (psychanalyse, caractérologie, ..., jusqu'à la dernière accouchée, l'analyse transactionnelle) qui nous découvrent à travers une grille de concepts dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont plutôt vagues, mais dont l'imagerie (complexe d'Oedipe, «émotif», «actif», «primaire», attitudes «parent», «adulte», «enfant») permet à tout le monde de croire qu'il comprend comme un chef. Surtout, et plus gravement, cette première solution nous met en face du problème fondamental de la cohérence de moi, en dénonçant celle-ci comme un *a-priori* servant à toutes les impressions (chacun s'obligeant à être fidèle à son personnage ou étant puni à travers le personnage qu'il est censé incarner).

La seconde solution, par contre, ne dérange pas nos habitudes. Déterminer à qui nous avons affaire, qui nous sommes, déduire tel acte de telle nature conventionnelle (celle de la femme, celle des Bretons) ou d'une histoire personnelle constituée en «nature» (les origines familiales ou les ennuis de santé), nous pratiquons cela tous les jours. Restent à expliquer les étranges contradictions de l'«objectivité» dont nous croyons faire preuve. Pourquoi, par exemple, les explications qui nous servent à comprendre le délinquant ne nous servent-elles pas à comprendre Giscard ? Tous deux ne s'«expliquent»-ils pas par leur milieu, leur caractère ... ? Pourquoi ce qui excuse celui-ci n'excuserait pas celui-là ? A quoi, d'autre part, rime l'appel à la responsabilité, si nous sommes déterminés, et à la cohérence, si nous sommes qui nous sommes ?

Qu'il y ait des contradictions, cependant, et que la neutralité soit douteuse, est plutôt sympathique. Toute perception, tout jugement, sont orientés, désirants. Ce qui est grave, par contre, dans toutes les idéologies naturalistes (2), c'est de nier les orientations, les désirs, en ramenant nos interprétations à une pure lecture : lecture de ce que les gens, les choses, sont, et partant *doivent être* (ou cesser d'être). C'est de masquer que le sens, c'est nous qui l'inventons, et que la «nature», sous quelque forme qu'on l'introduise, n'est qu'un artifice pour nous mettre aux ordres.

Lambert ●

(1) CF les pratiques de sorcellerie chez les «primitifs» et... nos contemporains.

(2) la phrase peut prêter à confusion. En fait, il n'y a pas d'idéologie qui ne soit naturaliste, c'est à dire qui n'habilite le hasard (historique, factuel) en nécessité. Peut-on couper au naturalisme -ou en d'autres termes : à l'idéologie- ? J'aborde la question dans un prochain article.

Le complot radical international

*Début novembre,
le Parti Radical Italien
a tenu à Bari un congrès
qui fera date dans son histoire :
Jean Fabre, insoumis français,
y a été promu secrétaire général.
La folie radicale
aurait-elle encore frappé ?*

La surprise est de taille. Le ronron des congrès ne nous a guère habitués à de tels événements. Mais, venant du Partito Radicale, tout est possible. L'étonnement passé, restent quelques interrogations. Jean ne sera-t-il qu'une potiche exhibée sur la scène internationale par le Partito Radicale? Ou bien celui-ci donnera-t-il un réel pouvoir à un militant étranger qui, depuis des années, roule sa bosse non-violente à travers le monde?

Durant deux jours, j'ai accompagné un secrétaire général pas comme les autres, dans ses nombreuses consultations. J'ai été étonné par la capacité de ces militants, toujours sur la brèche, à ne jamais laisser au vestiaire les problèmes humains. S'agissant de la constitution d'une équipe de travail, ce souci est la garantie de promouvoir une efficacité politique qui laisse la porte grande ouverte à une communauté qui ne soit

plus seulement d'idées, mais aussi de vie.

Ce séjour romain m'a réconforté. L'élection de Jean m'est apparue comme un geste qui n'est pas seulement symbolique. Ce n'est pas le militant étranger qui a été proposé par un groupe d'anti-militaristes milanais, mais l'homme avec son dynamisme et ses propositions. Jean m'a longuement expliqué tout cela avant de me brosser un tableau de ce que sera l'activité du Partito Radicale pendant l'année qui s'annonce.

Dans l'Italie qui voit la gauche officielle continuer à lécher les bottes de la démocratie-chrétienne, ce n'est pas encore demain que le «Partito Radicale pourra se dissoudre dans une grande fête».

Marc Thivolle ●



Jean Fabre

GO : Un secrétaire général français pour un parti italien, cela semble a priori bizarre. A quoi cela renvoie-t-il dans la pratique du Partito Radicale ?

Le Parti Radical Italien a toujours défini son travail dans une perspective internationale. Nous avons soutenu, par exemple, la lutte pour l'avortement en Grande-Bretagne, nous sommes intervenus en faveur de l'objection de conscience en Espagne (lors de la grève de la faim et de la soif de Marco Pannella à Madrid), en 1968 nous avons participé à plusieurs actions-commandos de la War Résistance International dans les pays de l'Est après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union So-

viétique, nous avons organisé des marches anti-militaristes en Italie qui, d'emblée, ont été internationales.

L'année 79 est aussi celle des élections au Parlement Européen. C'est donc un geste symbolique pour les militants du Partito Radicale qui veulent ainsi donner le ton de ce qui va être fait dans l'année et pour montrer que l'internationalisme dont on parle, c'est aussi un internationalisme dans les faits.

GO : «Le Monde» a parlé de remous qu'aurait provoqués ton élection, de tension entre la base et le sommet du parti. Qu'en est-il précisément ?

La proposition de mon élection au secrétariat n'est pas venue de ce que l'on peut appeler le sommet du parti, mais d'un groupe militant d'anti-militaristes milanais avec lesquels j'ai préparé un certain nombre de marches anti-militaristes non-violentes au cours des années passées. Ils ont senti la nécessité de proposer la candidature d'une personne qu'ils considéraient comme un militant de base, c'est-à-dire un des leurs. D'un militant aussi qui s'est engagé personnellement de manière telle (je suis insoumis) que cela leur donnait la garantie que cet aspect des choses serait clairement mis en avant dans les luttes que compte mener le parti. Leur souci était aussi que l'on puisse écouter réellement ce qui se passe dans les divers groupes régionaux qui mènent actuellement des luttes.

Cette initiative a fait son chemin parmi les gens qui se sont trouvés les années précédentes à la tête du parti.

GO : Tu appartiens à la section bruxelloise du Partito Radicale. Pourquoi une telle section ? Est-ce encore une initiative symbolique ?

Le fait pour moi d'être membre du Partito Radicale signifie que j'ai trouvé dans celui-ci le moyen de lutte le mieux adapté à la situation que nous connaissons en Europe, et pas seulement en Italie.

Nous avons créé à Bruxelles une section du Partito Radicale parce qu'il y avait à mener des luttes sur le terrain et non pas pour étendre une institution qui nous fait plaisir. Nous préparons par exemple un congrès international sur le problème de l'avortement qui s'inscrit dans le cadre des luttes à mener en Belgique pour la dépénalisation de l'avortement puisque les lois sont, dans ce pays, extrêmement répressives.

Ce qui est important, c'est de pouvoir développer dans d'autres pays la pratique de lutte du Partito Radicale. Trop souvent, les mouvements non-violents

C'est ce qui a permis à la presse d'affirmer que mon élection avait été l'occasion de «remous» au sein du congrès, et de gonfler les problèmes qui se posent au Partito Radicale.

Pourquoi de telles tensions à l'intérieur d'un parti qui a une structure libertaire? D'un côté, il y a des intuitions, des analyses importantes qui ont été faites par les «leaders historiques» radicaux, et qui ont été reprises par la base parce qu'elles étaient justes. D'un autre côté, il y a la croissance d'un parti dans lequel la base est de plus en plus mûre, et donc de plus en plus capable de faire elle-même des propositions. On se trouve face à deux sources d'initiatives qui sont bonnes l'une et l'autre. Mais l'une a un acquis et continue sur sa lancée, tandis que l'autre est en train d'émerger et, dans le futur, donnera sa solidité à l'ensemble du parti. J'interprète cela comme un fait positif.

n'existent que pour témoigner. Témoigner c'est bien, c'est important, c'est positif, mais cela ne suffit pas. Si nous nous battons, c'est pour gagner quelque chose. C'est pour imposer des changements durables et visibles qui soient des actes de lutte sur lesquels nous pourrions compter. Par là-même, nous nous rendons compte de notre possibilité à changer réellement la situation dans laquelle nous nous trouvons.

C'est cette philosophie, selon laquelle on doit gagner les batailles que l'on entreprend et ne pas faire de nos luttes que des campagnes de publicité, qui doit être développée sur le plan européen. C'est pour cela que j'ai rejoint le Partito Radicale il y a quelques années et que je crois en la nécessité d'étendre, non pas la structure du parti en tant que telle, mais les luttes et les façons de travailler du Partito Radicale, au plan européen.

GO : Au congrès de Bari, vous avez défini vos principales orientations pour l'année 79. Quelles sont-elles et comment s'articulent-elles ?

Le congrès de Bari a défini un programme d'action qui tient compte à la fois des batailles passées et des batailles tout à fait nouvelles qu'il va falloir mener cette année.

Les batailles passées nous laissent en héritage certaines questions, telle que celle de l'avortement qui n'est pas complètement réglée par la loi qui a été promulguée récemment en Italie. D'autant moins réglée que l'Eglise Catholique fait de l'obstruction et vient, pour la première fois depuis sa naissance, d'inventer l'objection de conscience. Elle s'attaque ainsi directement aux femmes pour empêcher l'application d'une loi, qui, bien que mauvaise, représente quand même une certaine avance par rapport à ce qui se passait précédemment. Nous devons reprendre l'initiative sur ce terrain.

Il nous faut reprendre également la bataille pour l'abolition des tribunaux militaires. La Cour Constitutionnelle a déclaré qu'il n'était pas possible que les citoyens décident si oui ou non les tribunaux militaires devaient être maintenus. Nous allons donc porter cette affaire sur le plan des institutions européennes, puisque certaines portes nous sont fermées en Italie. C'est d'autant plus nécessaire que cette question concerne d'autres pays, comme la France. Tout en prenant nos initiatives propres, nous donnerons notre appui à ce qui se fait ailleurs.

Des initiatives anti-nucléaires et écologiques ont également été prises, en liaison étroite avec les Amis de la Terre. Nous organiserons avec eux, dans l'année qui vient, un congrès sur les problèmes qui sont posés par l'ensemble de ces mouvements. Un problème annexe par certains côtés, mais important en lui-même est celui de la chasse. Un référendum est proposé pour se prononcer sur son abolition. Ce ne sera pas un engagement majeur du Partito Radicale, mais nous tenons à apporter notre appui à cette lutte.

D'autres engagements sont à la fois des héritages du passé et de nouvelles initiatives, dans le sens où le Partito existe avant tout sur une base régionale. Nous devons donc développer les interventions locales. C'est ainsi qu'à Trieste, nous avons participé aux élections, montrant ainsi que les forces de la «nouvelle gauche» pouvaient avoir un poids réel et recueillir l'assentiment, le soutien et la participation directe d'une bonne partie de la population. C'est ainsi également que dans la région de Trente-Bolzano le Partito Radicale, avec d'autres groupes, a dépassé assez nettement ou mis en difficulté les partis de la gauche traditionnelle, et même la Démocratie Chrétienne qui a perdu la majorité dans cette région. Ces luttes ont pu être menées à bien parce qu'elles concernent des problèmes régionaux sur lesquels les gens peuvent se prendre eux-mêmes en charge. Nous tenons

beaucoup à donner notre appui à ces initiatives car, dans le cadre actuel, les nationalités et les cultures réelles sont écrasées et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir afin de donner le maximum de force à cette prise en charge, par les gens, de tels problèmes. Les partis régionaux qui constituent le Partito Radicale développeront donc le maximum d'initiatives purement locales. Un exemple récent a été donné par la lutte qui se mène dans la région de Annifo dans un cas absolument similaire à celui du Larzac.

Nous allons également nous engager dans l'organisation d'une manifestation importante en faveur du désarmement, qui lie l'Ouest et l'Est, qui n'est pas l'initiative du seul Partito Radicale mais dans laquelle celui-ci compte mettre beaucoup d'énergie, de force et les quelques moyens qu'il a à sa disposition.

En juin passé, le Partito Radicale a fait campagne contre le financement public des partis, bien qu'en bénéficiant. Il y a eu à Bari des divergences sur l'utilisation de ces fonds. Quelle solution avez-vous finalement adoptée ?

La politique du Partito Radicale est assez claire : il a toujours refusé le financement public des partis. Quand, pour la première fois, il s'est présenté à

Un autre point qui va faire l'objet de discussions approfondies et sur lequel nous sommes en train de définir un programme est celui de la situation des handicapés dans le pays. Ceux-ci se trouvent toujours un peu marginalisés, l'ensemble du système social ayant été créé en les oubliant complètement, jusque dans les plus petits détails.

Nous n'arrêtons pas de manifester également pour le droit à l'information. Celle-ci est complètement séquestrée par les médias. Nous tenons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour libérer cette invention qui peut permettre aux gens d'échanger et d'arriver peut être à des conclusions différentes que celles que l'on connaît aujourd'hui.

Nous continuerons également les luttes que nous avons entreprises aux côtés du FUORI (Front des Homosexuels Radicaux).

l'utilisons déjà d'une façon qui n'est pas prévue par la loi, et même d'une façon que la loi exclut a priori, puisque de tels fonds doivent être employés par



des élections, en 1976 et s'est donc retrouvé avec quatre élus au Parlement, il a commencé à bénéficier d'un tel financement. Celui-ci a été refusé par le parti, et les fonds publics n'ont pas été utilisés en 76 et 77. La gestion en a été donnée au groupe parlementaire, qui est un groupe indépendant du parti, et qui en a disposé comme il lui semblait juste de le faire, c'est-à-dire en l'utilisant au profit des citoyens.

En 79, pour la première fois, nous allons gérer ce financement public. Pourquoi un tel changement ? La loi sur le financement public des partis avait été votée au parlement et était la loi d'une mafia puisqu'elle était faite en cachette pour des gens qui avaient intérêt à se donner eux-mêmes les moyens de faire leur travail, quitte à ce que les groupes, les partis, les mouvements qui ne sont pas au Parlement n'aient aucun moyen à leur disposition. A partir du moment où la population a voté pour le maintien d'une telle loi, mais si elle l'a fait dans des conditions difficiles et manipulées puisque l'ensemble des partis a cherché à se battre pour sauvegarder ses intérêts propres, sans voir l'intérêt de la société dans son ensemble, cette loi devient légitime (voir GO de juin 78).

Dans ces conditions, nous assumons le résultat, mais avec une différence notable par rapport aux autres partis politiques, c'est que nous faisons de la désobéissance civile avec ce financement public. C'est-à-dire que nous

les partis pour leurs structures propres. Nous l'utilisons pour tout, sauf pour cela.

Nous cherchons à garantir que nous resterons le parti de l'autofinancement. Un parti qui est indépendant pour l'ensemble des luttes qu'il mène des fonds qui peuvent provenir de l'Etat. Cet argent public ne sera utilisé que dans le cadre de ce que nous proposons : l'élaboration d'une nouvelle loi et qui définisse clairement l'engagement que prend l'Etat de faciliter l'expression de la démocratie dans le pays.

Ce n'est pas ce qui se passe actuellement. L'Etat donne un avantage particulier à certains groupes au détriment d'autres. Nous utilisons donc cet argent pour nous payer de ce qu'il devrait nous payer dans le cadre des campagnes que nous menons. Par exemple, nous sommes en train de mettre sur pied un centre de production pour les radio-radicali, qui émettent sur l'ensemble du territoire italien, sans être des radios de parti, mais qui sont bien au contraire des lieux de discussion et de débat pour tout le monde. Par exemple, à Trieste, pendant la campagne électorale, des centaines de gens ont pu communiquer directement avec des milliers de personnes. C'est ce que nous n'allons pas cesser de faire : mettre les moyens de communication à la disposition des gens qui ont quelque chose à dire, qui pensent, qui vivent, qui luttent. C'est le sens dans lequel nous allons utiliser le financement public.

Si l'on examine la situation politique italienne, on trouve d'un côté la démocratie-chrétienne qui a un pouvoir réel, et de l'autre le parti communiste qui a un poids assez important, mais qui est devenu le serviteur de la DC puisqu'il ne peut pas se permettre de briser l'alliance qu'il a avec celle-ci. On l'a vu

avec l'affaire du concordat sur laquelle il n'a pas voulu s'engager ouvertement, avec l'affaire de l'avortement où l'on a fait voter par le Parlement une loi pour éviter la sanction populaire, avec l'affaire du financement public des partis. Un parti qui vote les budgets militaires, qui maintient l'Italie à l'intérieur de l'OTAN, et qui se dit communiste est en pleine contradiction.

En dehors de cela, il n'y a rien. Il existe bien d'autres partis. Mais quelles sont les initiatives qui ont été prises par ceux-ci ? L'importance du Partito Radicale ne se mesure pas au nombre de ses militants, mais aux changements qu'il a permis de produire dans la vie politique italienne. Il est évident qu'il faut faire sauter cette coalition, qui n'a aucune raison d'être, entre la démocratie-chrétienne et le parti communiste. Mais notre but n'est pas tellement de faire sortir certains partis de la majorité, mais d'arriver à affirmer positivement où sont les forces de gauche, et quel est le travail que celles-ci doivent mener à bien.

Il est absolument impensable que les partis de l'alliance majoritaire actuelle, et parmi eux la gauche maintiennent des lois fascistes sur le terrorisme (alors qu'ils provoquent celui-ci), veuillent conserver des lois sur la police héritées de Mussolini. Il est impensable de voir que les forces de gauche ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour supprimer les tribunaux militaires. Tant que ces choses là ne se feront pas, il est évident que nous devons pousser la gauche à les prendre en compte et les porter en avant. C'est cela, essentiellement, le rôle du Partito Radicale. C'est de pouvoir permettre l'émergence, la naissance, d'une gauche en Italie.

Mais c'est aussi, par rapport à l'ensemble de la population, se retrouver ensemble sur le respect de la démocratie et les droits fondamentaux. La lutte pour l'avortement n'a rien à voir avec le fait que l'on soit démocrate-chrétien, communiste ou socialiste. La

Le Partito Radicale aime à se définir comme le «parti de la Constitution». Depuis des années, ses interventions touchent soit le champ idéologique, soit le champ institutionnel. N'est-ce pas faire l'impasse sur les problèmes que pose la mise en place du nouvel ordre économique mondial ?

Il n'est pas tout à fait juste de dire que nous avons déserté le terrain économique. Nous occupons un terrain qui permet effectivement aux gens qui se battent de s'exprimer et d'avoir des moyens à leur disposition. Il ne sert à rien de lutter dans le champ économique si l'on ne peut même pas avoir accès aux moyens d'information parce qu'il existe une commission de contrôle de la radio et de la télévision qui est formée de parlementaires de l'ensemble des groupes existant à la chambre qui décident des débats qui vont se tenir et des temps de parole. Si les syndicalistes et les gens de la base ne peuvent pas s'exprimer à travers ces moyens d'information, il est évident que ces luttes resteront le monopole des partis qui ont le contrôle de ces moyens et qui continuent de faire une politique qui est celle du début du siècle ou du siècle passé.

Nous vivons dans une société qui est à la fois caractéristique par une abon-

Quels sont vos rapports avec la «nouvelle gauche» (Lotta Continua, dissidents du P.C., autonomie ouvrière, groupes de quartier) ?



dépénalisation de l'avortement peut concerner tout le monde. Il en est de même pour tous les thèmes sur lesquels nous avons proposé des référendums.

Nous luttons également pour la sauvegarde des institutions démocratiques italiennes, telle que par exemple le référendum qui permet à l'ensemble de la population de donner son avis et d'agir en tant que population adulte et non plus comme un enfant. Le peuple italien est traité, comme le peuple français l'est, en enfant par un Parlement qui décide tout pour les gens, et qui se reconnaît comme le seul compétent sur tous les sujets, ce qui est très grave. Si on dit que les gens sont incapables de juger de certains problèmes, ils ne peuvent, à plus forte raison, déléguer leur pouvoir de régler ces problèmes entre les mains de quelques personnes. Il s'agit de porter les débats sur la place publique. C'est ce que nous faisons.

dance de biens et une mauvaise répartition des productions, des profits du travail et des ressources. Dans cette situation si les seuls qui ont le droit à la parole sont ceux qui ont toujours mené le jeu, il est évident que l'on n'arrivera pas à mener une lutte sur le terrain économique. Le premier objectif qu'a dû se fixer le parti est la démocratisation de l'information pour permettre de donner un espace à ce type de luttes.

Pour l'instant, notre terrain d'intervention économique c'est de faire ressortir les vrais problèmes, à savoir ceux de la mauvaise utilisation des possibilités créatrices de l'individu et, parallèlement, des ressources dont nous disposons. On va complètement à contre-courant de ce qui a été enseigné à droite et à gauche pendant des années. On ne peut pas à la fois se battre pour des revendications économiques fausses et croire que l'on va résoudre les problèmes qui sont posés par la crise actuelle.

Nos rapports sont assez bien illustrés parce que vient de se passer dans la région de Trento-Bolzano dans laquelle nous venons de mener une bataille électorale en faisant abstraction de nos intérêts propres de parti. Cela ne nous a jamais intéressé : ce qui nous importe, ce sont les luttes que nous pouvons mener à bien.

Nous avons fait une liste avec Lotta Continua, le Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme et tous les mouvements de la dissidence (catholiques, groupes d'initiations populaires, de quartier, d'urbanisme démocratique, etc...). Nos rapports sont donc des rapports de travail concret. Chaque fois que nous pouvons, à travers nos structures et nos positions, donner un appui clair à ces groupes pour qu'ils puissent s'exprimer eux-mêmes, nous le faisons.

Propos recueillis par
Marc Thivolle

Sur le terrain

21

RENCONTRE DEBATE. Le Parti Socialiste organise le 9 décembre une rencontre inter-régionale (Bourgogne-Franche-Comté et Haute-Marne) des jeunes socialistes. Cette rencontre se tiendra à la salle des fêtes de Chevigny-St-Sauveur. Une conférence de presse se tiendra à 18h15, ce même jour, même lieu.

33

IMPOSONS LES TRANSPORTS GRATUITS. Nous sommes quelques chômeurs et travailleurs à nous être rassemblés pour refuser notre condition de misère. Jusqu'ici tout le monde nous a fait des promesses, nous avons vu la foire électorale et son résultat : la crise et l'austérité toujours pour les mêmes. Comme chômeurs, à Toulouse, la seule chose que nous avons obtenue, c'est les bus gratuits jusqu'à 17h. Nous l'avons obtenu qu'en ne comptant sur nos propres forces et par l'action directe sans l'intermédiaire des partis et syndicats. Nous allons exiger plus, nous prendrons le bus gratuitement toute la journée et si on nous poursuit nous riposterons. Les travailleurs eux mêmes qui doivent payer pour aller se faire exploiter dans des conditions déplorables de transports, doivent eux aussi, imposer la gratuité. Pour cette lutte comme pour les autres revendications urgentes des chômeurs, nous disons que nous n'aurons que ce que nous prendrons. Prenons partout l'initiative et organisons la solidarité. Réunion préparatoire pour l'action, le lundi 11 décembre à 18h 3 rue Merly Toulouse.

35

AMIS DE LA TERRE RENNES. La prochaine assemblée générale des Amis de la Terre de Rennes aura lieu le lundi 11 décembre à 20h30 au local 73 rue de Chateaugiron 35100 Rennes.

37

TRANSIS'TOURS. La vague des radios-libres est passée. C'est pour ça qu'à Tours on s'y met pas activement. Pour ne pas rester un petit groupe qui distribuerait la parole aux bonnes gens on fait un appel à tous ceux qui sont intéressés à se réunir tous les mercredis soirs à 20h30 (quart d'heure tourangeau non compris) à la Faculté des lettres, 3 rue Tanneurs, salle 108. A suivre... Signé le collectif Atila-Transis'tours

44

3% LARZAC. Suite à une réunion du 16 11 78 un groupe de coordination du refus-redistribution 3% pour le Larzac s'est constitué. A l'heure où les paysans sont menacés par les décrets d'expropriation refuser l'impôt c'est nous opposer aux décisions arbitraires du pouvoir, et réaliser dès aujourd'hui notre prise en charge collective. Pour tous contacts : Groupe refus 3%, 21 rue Charles Delesscluse 44600 St Nazaire ou GRAM (groupe de résistance et d'actions contre la militarisation), tous les mercredis à 21h, 13 rue de l'Abri Familial 44600 St Nazaire.

57

LE COLLECTIF ANTINUCLÉAIRE de Metz a changé d'adresse. C'est maintenant chez Christian Kleinschmidt, 14 Bd de Guyenne, Metz Borny 57000. Cette même personne cherche deux places pour Marseille (ou proche) pour le 26 décembre.

62

SIX HEURES SUR L'ÉCOLOGIE organisée par le Comité Antipollution, les Amis de la Terre avec la participation de la CSCV, de Jeunes et Nature, la ligue protectrice des animaux, le rassemblement des opposants à la chasse. Au centre de la soirée, la maquette que le CAP a réalisé de l'usine d'enrichissement d'Offekerque, la présentation d'un plaquette d'information réalisée à ce sujet, la projection d'un film «voyage dans les centrales de la terre». Chacune des autres associations présentera son ou ses montages diapos, animera des discussions, diffusera sa presse. Il y aura un buffet. De 18h à 24h, le 8 décembre à la Maison pour tous de Calais.

68

SOIREE DEBATE le vendredi 8 décembre à la MJC de Buhl à 20h30. Sera projeté le film «la menace nucléaire» réalisé par l'ONU en 77. Le film rappelle que, malgré tous les efforts accomplis par les hommes pour établir une paix durable, la 3ème guerre mondiale est plus que jamais une menace réelle. Les Etats Majors militaires et politiques l'envisagent et s'y préparent activement... C'était un communiqué du comité Larczac !!

75

DES CAMARADES LIBERTAIRES se sont réunis et ont décidé de constituer un comité de coordination et de liaison anti-autoritaire sur les pays de l'est. Ce comité s'est donné pour tâche de constituer une documentation (fiches et dossiers) qui serait mise à la disposition de tous les camarades et organisations intéressées. Organiser au sein de ce comité des commissions de travail (URSS et Bulgarie pour l'instant). Etablir des liaisons avec les dissidents/entes immigrés/ées. Organiser des forums d'information et de discussion réguliers.

Cord. Est. chez E. Goldman, 51 rue de l'Appel 75011 Paris.

LA REPRESSION AU MEXIQUE Vendredi 8 décembre à 20h AGECA 177 rue de Charonne Paris 11ème. Réunion-Débat, projection de film, exposition et buffet.

77

APPEL aux comités antinucléaires, anti-fluor : l'APRI va mettre à jour sa carte de la France nucléaire. Merci de lui communiquer avec croquis permettant de situer les lieux :
- les permis accordés d'extraction de minerais radioactifs
- les permis accordés d'extraction de fluorine
- les sites nucléaires possibles ou décidés ou existant avec le nombre, la puissance et la filière des réacteurs prévus ou en construction.
APRI 77390 Crisenoy.

83

LA FONDATION DES MAURES (Var). Une enquête d'utilité publique est en cours jusqu'au 15 décembre, sur la construction d'une ZAC résidentielle de 1600 logements en bordure de mer, l'équivalent de la population locale actuelle. La seule partie du littoral méditerranéen encore épargnée va devenir la proie des promoteurs. Une association est née pour s'opposer à ce projet qui n'est qu'un début. (une extension du port de 500 places pour bateaux de 8 mètres est prévue). Tous les soutiens seront les bienvenus. On peut consulter le dossier et donner son avis sur le registre à la mairie, ou écrire au commissaire enquêteur à la mairie pour s'opposer au projet de ZAC. Pour tous contacts : Monique ou René Tua, Les Pins 83250 La Londe des Maures. Tél : (94) 66 84 14

RADIO TROTTOIR. Le comité de soutien à Radio Trottoir et aux inculpés organise un gala de solidarité le samedi 9 décembre à partir de 19h à l'Hotel de ville de Caryveiranne, nombreux chanteurs et groupes locaux, bouffe assurée. Venez nombreux.

92

NATURE ET VIE ESSONNE organise le 12 décembre à la salle Jean Vilar, St Michel, une soirée table-ronde sur le thème «antinucéaire pourquoi ?». Cette soirée est ouverte à tous. Pour avoir plus de renseignements il suffit d'écrire à Lucas Gérard 10 rue St Saens, St Michel.

Alternatives

SOLEIL. J'envisage la construction d'une maison solaire et ai déjà un projet bien avancé. Outre la lecture de revues et bouquins spécialisés, j'aimerais que des personnes ayant déjà réalisé une maison solaire me fassent part de leur expérience (plans matériaux, techniques utilisées, appoint choisi, rendement...). Adresse Le Gal Jean Claude, 153 route de la Cote d'Amour 44600 St Nazaire.

ACUPUNCTURE. Depuis plus d'un an le groupe d'étude et de recherche sur les médecines traditionnelles, le GERMT, diffuse à ses adhérents le cours d'acupuncture du professeur Leung Kok Yuen, président des associations d'acupuncture de Hong Kong pendant 15 ans et fondateur du North American College of Acupuncture dont le GERMT est le correspondant européen. Le GERMT, comme d'ailleurs le cours d'acupuncture, n'est pas réservé aux médecins diplômés de faculté. Pour se renseigner écrire au GERMT 16 rue Principale 67370 Pfulgriesheim.

ECOOP. Le projet d'un réseau aquitain Ecoop et d'un journal de liaison prend forme au fil des semaines. Des dizaines de participants à une première soirée rencontre paloise sont venus ajouter leurs énergies à celles sur le plan national, de plusieurs dizaines de milliers de gens de tous âges et de toutes origines sociales. Tous les groupes et associations aquitains sont, une nouvelle fois, conviés à participer à ces échanges bi-mensuels de renseignements aboutissant à des positions concrètes. Qui se sent disponible pour simplifier humainement ou matériellement dans ce projet, ne serait-ce qu'un quart d'heure par semaine ? Le réseau Ecoop, pourquoi pas vous ? Renseignements auprès de Marc Pauly Chemin Philippon (en face du n° 58) Pau 64000 Tél (59) 32 01 66 (18 à 19h39).

PAUMES MYSTIQUES PARASITES S'ABSTENIR. On est deux adultes et deux enfants 98% végétariens dans une grande baraque à la campagne avec potager et petits élevages bio ; notre installation ici est l'étape en vue d'un projet collectif en communauté dans un autre endroit deux ou trois personnes pourraient venir vivre avec nous dès maintenant. On ne peut pas vivre en autarcie, il faut donc être autonome financièrement. Cette offre conviendrait à des personnes désireuses de réaliser un projet collectif en milieu rural, s'étant donné les moyens d'y parvenir : économies, expérience pratique ou très motivées. D'autre part s'il existe une communauté rurale qui veut s'agrandir on est très motivés pour ce mode de vie et on pourrait prendre contact. Il faut quand même préciser qu'on ne supporte pas les mystiques, qu'on ne peut assumer les paumés chroniques et que les parasites risquent un grand coup de pied au cul. Des autres on attend une longue lettre où ils nous diront ce qu'ils ont déjà fait et ce qu'ils veulent réaliser. Ecrire à Drouillet, Viellenave, 64190 Navarrenx.

PAS BESOIN DE THERAPEUTE. Cherche cinq ou sept personnes motivées sur Paris ou région parisienne pour former un groupe régulier de thérapie utilisant la bio-énergie, la primal, la SD, la petite fumée (cf Castaneda). Sans thérapiste, non commercial. Le seul thérapeute étant le désir de chacun de sortir de sa merde, le désir de vivre. Mucho «Margarine» à Maurevert 77390 Chaumes en Brie.

AIMEZ VOUS LES CAROTTES ! Je produis et vends des carottes biologiques de conservation d'hiver (à enfouir dans du sable par exemple). 2F le kg. Commander à l'avance. Christian Moreau, Locmikel Méné, 56520 Guidel 10 km de Lorient sur la côte.

TANNERIE. Nous sommes plusieurs étudiants de la région de Theux (Verriers) à vouloir créer une tannerie de peaux de lapins. Notre but serait de «prouver» qu'il est possible de vivre une expérience de travail artisanal valorisant, alternatif à celle proposée par la culture dominante avec les rapports sociaux que l'on sait. Auriez vous quelques adresses, des renseignements concernant ce travail, si oui écrivez à Michel Fleury rue Donheid 49, B 4850 Ensival Belgique.

ECHANGE Connaissez vous des adresses de coopératives bio qui seraient intéressées par du seigle bio panifiable. Nous avons à disposition 4 tonnes, ou à échanger en partie contre de l'orge et de l'avoine. Evelyne et Jean Riquoir, Nouallet, Sardent 23250 Pontarion.

AUTO REDUCTION 15%. Création d'un collectif pour les énergies douces, autoréduction 15% EDF, au 4 rue des Archers 80000 Amiens.

EDUCASTRATION. si tu connaissais des lieux où les enfants pourraient vivre autre chose que l'édu-

cation traditionnelle pendant leurs périodes de liberté ou autres moments fais moi signe. Jean-Yves Granges 10 rue Franklin. 26000 Valence.

Papiers

L'ASSOCIATION «BEZO RU HA DU» édite un catalogue des fichiers qu'il présente. Son but, faire circuler l'information en dehors des circuits habituels, apporter des échanges et surtout adapter cette information à l'expérience. Une fiche contient trois parties principales : l'information sur le sujet, les références pour pouvoir l'approfondir, quelques adresses pour contacter directement les groupes connaissant parfaitement le sujet. Les thèmes sont nombreux, la désobéissance civile, la santé, le chauffage, sont les derniers édités. Pour recevoir la liste de ces fiches, la liste des libraires les diffusant commandez le catalogue «Bezo ru ha dro du». Il est gratuit, vous aurez tous les renseignements pour connaître et faire connaître ce moyen d'information. Prix d'une fiche 3F50, de 15 à 30 1F50. Ecrivez, commandez ou envoyez vos chèques à P. Auriol Bât B résidence Croix. Hérault 72220 Ecommoy.

COLLECTIF RESEAU ALTERNATIVE. «La peste gagne le grand psy». Le livre choc conçu, réalisé et diffusé entièrement hors circuit vient de paraître. Un livre unique. Commandes à adresser au Coral 30470 Aimarguel avec un chèque de 40F. Pour faire connaître le livre et l'action entreprise par le réseau, des rencontres sont organisées dans les jours qui viennent : Toulouse le jeudi 7 décembre à 21h aux «Salengres» 23 rue de Salengres (près de la rue des Lois). Montage audio visuel et discussions. Paris le jeudi 14 décembre à 14h, «SOS enfants» 7 rue Edouard Jacques 75014. Conférence de presse autour du livre et des différents lieux de réseau.

NUCLEEL ! JOURNAL BRETON Les groupes antinucléaires bretons ont sorti le n° 1 de leur journal. Son titre «Nucleel ?» signifie «Nucleaire ?» en breton. son but relater les actions menées à Plogoff, Ploumoguier, La Hague, le Pellerin..., faire le point sur ces actions et apporter des explications sur les dangers des implantations prévues par EDF. Ce journal paraîtra tous les deux mois, son prix 2F. Pour cinq numéros 10F et l'abonnement de soutien 30F. A expédier à Yvon Cuzon. Balanec, St Urbain 29220 Landerneau.

LA POMME VERTE. Journal d'informations locales du Pays Rennais. Le numéro 11 est paru mi-novembre (2F50). Au sommaire : Plogoff (lutte antinucléaire en Bretagne), l'objection de conscience, procès des insoumis bretons, l'aquaculture en Bretagne, les lignes THT, l'amiante à Rennes, lettre à la municipalité de Rennes... Abonnez vous (18F pour 8 numéros) ou commandez des exemplaires à la «Pomme verte» 9 Square de Provence Rennes 35000. Vous pouvez envoyer des articles pour les prochains numéros et participer à leur élaboration (maquette dessins). Il reste des invendus du numéro «spécial Marée noire» (4F l'exemplaire).

LIBRAIRIE MAY BE? Quelles sont les formalités d'ouverture d'une librairie parallèle ? Si vous avez des renseignements ou des adresses pouvez vous écrire à Haution Jean Paul 73 rue R. Salengro 27400 Louviers.

NUCLEAIRE. Vous pouvez commander la brochure «S'opposer à l'énergie nucléaire» par le Docteur Pierre Pizon. APRI (association pour la protection contre les rayonnements ionisants), 12 rue des Noyers Crisenoy 77390 Verneuil l'Étang. Tel : 438 77 51.

L'ÉPINE NOIRE DES ARDENNES. Une campagne de protection des petits carnivores sauvages est lancée dans votre région. «L'Épine Noire» met à votre disposition, un dossier militant, des feuilles de pétitions à faire circuler, des exemplaires du journal «La Hulotte», une affiche, des autocollants... Pour avoir plus de renseignements écrivez à Campagne de Protection des Petits Carnivores, Bouli au Bois, 08240 Buzancy. Tél : 30 01 30.

DAMNED ! Avis à tous opposants de la «dictature beaubourgeoise» (fanzones, contre-infos, groupes, individus)... Prière de contacter «Damned !» qui vous offre une tribune... Vous direz ce que vous faites, pourquoi, comment... Et puis «Damned !» c'est toujours 32 pages à la disposition de tous ceux (sans exception !) qui écrivent ou dessinent... La 5ème couverture le clame («Si on créait bordel !») et recouvre un document extraordinaire sur les CRS des textes de prisonniers, contre-culture, dessins... «Damned» c'est le 4 rue de Capri Paris XII et ça coûte 5F.

IMPRIMEZ ÉCOLOGIQUE. Si quelqu'un est intéressé par une presse typographique à pédale en quasi état de marche pour imprimer sans mettre fee Edf à contribution, je la lui donne. Convientrait particulièrement à des personnes voulant faire de l'artisanat, pour une école parallèle, pour un usage artistique. Matériel très lourd. Quelques casses disponibles. Impressions parallèles 4 rue Pasteur 92160 Antony 666 01 96

L'ESCARGOT BAVEUX voilà le titre du nouveau journal dijonnais. Plein d'humour, des infos, écologie à souhait. Ce mensuel se vend 3F. Le début est difficile, toutes les propositions et les idées sont vivement reçues. Pour cela il suffit d'écrire au journal : «L'escargot baveux» 6 rue Bossuet 21000 Dijon.

GREENPEACE a sorti une nouvelle affiche de soutien à sa campagne d'action directe contre les baleiniers. Prix de soutien 10F. A commander à Greenpeace 47 rue Eugène oudiné 75013 Paris. Tél : 583 33 50.

Kultur

FESTIVAL. La MJC Bellegarde, d'Aix en Provence organise son 4ème festival du 1er au 15 décembre de la «chanson autre». Il s'intitule «le chant des régions» avec du théâtre, du cinéma, de la musique, des chansons. Pour avoir plus de renseignements : MJC Bellegarde, 37 Bd Aristide Briand 13010 Aix en Provence Tél : 21 06 70.

THEATRE. Du 5 au 18 décembre «La compagnie de la colombe» présente «le malade imaginaire» de Molière au Théâtre Oblique, 76 rue de la Roquette 75011 Paris dans une mise en scène de Jonathan Merzer.

CINEMA LA LUCARNE. Du 5 au 10 décembre «L'empire de la passion». Prix 12F, adhérents MJC 6F. mardi à 18h30, mercredi à 18h30 et à 20h45, jeudi à 12h, 15h, 18h30 et 20h45. Vendredi 18h30 et 20h45. Samedi 18h30 et 20h45. Dimanche 15h. Du 6 au 17 décembre «Le voyage de Gulliver». Prix 6F et adhérents MJC 3F. mercredi 10h et 14h30. Samedi 14h30. Dimanche 14h30. MJC du Mont Mesly 100 r Juliette Savar Créteil 94000.

IMAGO passera le 8 décembre à Mâcon et le 13 décembre à Rouen. Pour tous renseignements tél au 544 55 31.

FRANÇOIS BERANGER passera le 12 décembre à Bourg en Bresse au Parc des expositions (Route du Pont d'Ain) à 20h30. Il sera à Clermont-Ferrand le 13, à Moulins le 14 et à Dijon le 15. Pour tous renseignements tél au 544 55 31.

DJAMEL ALLAM passera à St Herblain (44) le 9 décembre, à Brest (29) le 10 décembre, à Chambéry (73) le 14 décembre et à Genève le 15 et 16 décembre. Pour tous renseignements tél au 544 55 31.

FOLK le vendredi 15 décembre à 21h avec Derrol Adams au centre d'animation culturelle, MJC, 18 rue de Savigny, 91380 Chilly Mazarin.

BAL FOLK. Le groupe EOL en soutien à Court Brouillon (journal d'information locale), organise un bal folk le dimanche 10 décembre au caveau de théâtre de Tarare. Avec la participation de Mayoud Bardot et Ibanez. Une garderie gratuite sera assurée, des breuvages et des victuailles seront disponibles. Entrée 10F.

FOLK. Deux soirées folk'eureuses dans la région messine animées par le Caillon. Le jeudi 21 décembre, en soirée, à la salle St Exupéry à Woppy (banlieue nord de Metz). C'est organisé par la Maison pour Tous. Tél (87) 31 32 10 (en face de la mairie). Le vendredi 22 décembre, en soirée, au centre socio culturel, «la louvière» à Marly, au sud de Metz. Tél. (87) 69 50 55. Et rassurez vous il n'y aura pas de guerre de sécession ! La veillée nordiste et la soirée sudiste étant sans le «haut patronnage» !! de la Migaine Folk chez LSD 26 rue du Wad Billy 57000 Metz (laisser un message) qui lance appel aux amateurs de folk pour étoffer ses effectifs.

LES AUTO-TAMPONNEUSES présentent 12^{es} Rock sur le zinc Lou's au Palais des Arts 325 rue St Martin 4ème, Tél 278 04 68 Métro Réaumur Sébastopol ou Strasbourg St Denis, le 10 décembre à 19h30. Prix des places : 25F. concert de soutien pour l'organisation d'un festival international de l'expression féminine au printemps 79.

A LA BONNE HEURE le lundi 11 décembre 78 à 18h, tous les oeufs. le mardi 12 décembre à 18h, les agences matrimoniales. le mercredi 13 décembre à 18h15, l'écologie à l'école. le jeudi 14 décembre à 18h, toujours des économies d'énergie. le vendredi 15 décembre à 18h, ce cher champagne.

MAMA BEA TEKIELSKI, le jeudi 14 décembre à Clermont Ferrand à la fac de lettres Bd Gergovia.

Divers

MIDNIGHT EXPRESS URGENT Un copain est en taule en Thaïlande. Caution 5 millions. Toute personne pouvant nous aider à réunir cette somme est priée d'envoyer un chèque ou un mandat à Mme Royon Jeanine Bd Chantalouette 42100 St Etienne. Merci.

ARTISANS EN TOUS GENRES. Je cherche à faire un stage d'environ six mois à partir de 79, chez un artisan. J'ai fait un peu de poterie mais j'aimerais tout aussi bien faire de la vannerie, de la sculpture sur bois ou du travail sur les peaux ou le cuir. Connaissez vous quelques adresses ? Christophe Leydier, 5 rue des Charpenes 69100 Villeurbanne.

LANGOTA A LA DEMANDE. Sous vêtez-vous à l'indienne cet hiver. Nous faisons des langotas réglables pour tous et toutes. Cache-sexes traditionnels de tous les vrais Hindous, simples, pratiques, confortables 20F pièce, frais compris. Sophie Poujade 114 rue de la Glacière Paris 13ème.

RECHERCHE des documents sur l'agro-bio et coupures de presse sur le nucléaire (déclarations, accidents) Ecrire à Robert Vincent «Les Cytises» apt. 23 rue Champmilan.

NUCLEAIRE. A l'occasion du week end sur les rayonnements ionisants (les Circauds 16 et 17 décembre) et à propos du débat qui aura lieu sur les contaminations subies par les travailleurs du nucléaire, Jean Pignero invite les travailleurs du nucléaire au débat, les syndicats de travailleurs (et de cadres) du nucléaire à envoyer chacun un délégué accrédité qui dira ce que son syndicat a déjà fait et fera pour la défense immédiate et lointaine de la santé des travailleurs permanents du nucléaire.

ON VEND à des gens qui veulent y vivre pas seulement un mois sur 12, une maison à rénover dans un hameau ensoleillé à côté de Veynes (HA) R. ch. écurie 6-7 chevaux, trois caves, saloir à viande, plus une pièce avec four à pain. 1er grande ouverture sud, six pièces possibles, eau, EDF. Tout à l'égout sur 1000m2. Possibilité location de pâtures plus communaux. Prix 1000000F (10 millions). Ecrire à Sophie et Johnny 18 rue Berthelot 05400 Veynes.

CHERCHONS A LOUER maison cinq pièces, 2000m2 minimum en vue activités artisanales, agriculture biologique et énergies douces. Région Bourgheroulde, Bourg Achard (près de Rouen). Tél : (35) 88 79 98 ou Dion Jean Pierre et Delauze Charlotte 3 rue du Contrat Social Rouen 76000.

insurgés

33

INSOUMIS ONF. Claude Fouri et Jean-Luc Lionard sont passés en procès le 16 novembre. Le verdict rendu le 23 les condamne à huit jours de prison avec sursis pour chacun d'eux, plus une amende de 500F destinée à Jean-Luc qui travaille... Le 20 décembre Y. Bouquet et B. Garapou comparaitront en appel condamnés en première instance à huit jours de prison avec sursis, jours de prison avec sursis.

49

OBJECTEURS. Quatre objecteurs condamnés en 1ère instance à quatre mois de prison ferme passeront en appel à Angers le 30 novembre, 7 et 14 décembre, et le 9 janvier 79.

63

OBJECTION INSOUMISSION. A Clermont Ferrand le lundi 11 janvier venez tous au tribunal de Clermont à 14h où Joël Duffour, insoumis ONF passe en procès.

74

BAL DES FORCLOS. «Forclos» vient de for-clore, vieux mot du Moyen Age qui signifie exclure, priver du bénéfice d'un droit non exercé dans les délais fixés. Ce mot est encore employé aujourd'hui à l'infinitif, au participe passé, au substantif et à la commission juridictionnelle. Faites en l'essai, demandez par exemple au Ministère de la Défense le statut d'objecteur de réserve, et vous recevrez un certificat de «forclusion perpétuelle». L'invitation au «bal des forclos» que nous envoyons aujourd'hui par voie de presse et qui fut lancée à Limoges, lors des Assises de la désobéissance civile en avril 78 peut se formuler clairement de la façon suivante : il s'agit de pouvoir obtenir, à tous moments, le statut d'objecteur de conscience, pour toute personne astreinte au service militaire. (avant, pendant et après celui-ci). Pour tout ce qui concerne le bal des forclos s'adresser à : Thierry Brévard Machilly 74140 Douvaine CCP 498 24 P Grenoble.

80

LE CLO AMIENS a repris ses activités et lance une campagne d'information en faveur de l'objection auprès des jeunes. Ceux qui sont susceptibles d'être intéressés peuvent nous rejoindre lors de la prochaine réunion. Le lundi 11 décembre à 20h30 au 13 rue Coirée (St Roch) ou écrire au CLO 101 rue Delpech Amiens. Le CLO se réunira tous les 2èmes lundis et 4èmes jeudis du mois.

85

DESERTEUR. Alain Haie, arrêté le 10 octobre et incarcéré à la prison de Rennes a obtenu la liberté provisoire suite à la grève de la faim qu'il avait entrepris et aux nombreux courriers envoyés.

91

FEDO. La Fédération des Objecteurs de Conscience organise le 8, 9, 10 décembre 78 une session nationale de formation pour les objecteurs et sympathisants. Les sujets traités seront les suivants : historique et présentation de la FEDO, la position des CLO, les procès, pourquoi nous acceptons le service civil, la situation de l'objecteur en Belgique,...

Adresse : Centre Protestant «La Balise» 1 à 3 rue Joliot-Curie, 86 av. de l'Eperon 91700 St Geneviève des Bois. Frais 55F environ. Renseignements et inscriptions : FEDO Paris chez SCA 7 Grande Rue Mondeville 91590 La Ferte-Alais Tél : (1) 499 71 14.

INFOS. Chauffeur poids lourd, j'ai une visite médicale à passer tous les cinq ans, de même pour les chauffeurs de car. Au cours d'un stage de mécanicien diéséliste, on me fait passer le transport en commun (permis D). A la visite le docteur demande à sa secrétaire comment il se fait que nous ne soyons pas convoqués avec 70F et notre carte d'identité militaire, appelé aussi livret militaire. Mesure théoriquement applicable depuis le 1er novembre. Donc, dans cinq ans, mon permis ne sera plus valable faute d'avoir lâchement déserté l'ONF. Cela vise également les déserteurs, réfractaires, renvoyés de livrets, même simplement titulaires du permis E, pour remorque de marché ou caravane.

GRIT COMMUNIQUE. Né en septembre 77 à Paris, le groupe révolutionnaire insoumission totale (GRIT) composé d'insoumis militaires et de travailleurs prenant la désobéissance civile, a déjà assumé à travers la France un grand nombre d'interventions spectaculaires essentiellement dirigées contre l'institution militaire. Nous avons également lancé en avril 78, un appel sur la légitimité politique de l'insoumission totale qui a été soutenu et signé par plus d'une centaine d'écrivains, d'avocats, de journalistes, de chanteurs,...

Les autorités militaires ont décidé aujourd'hui d'en finir avec les insoumis totaux. Suite au discours de Bourges à l'Assemblée Nationale et sur plainte du Ministère de la Défense, une commission rogatoire a été lancée contre le GRIT et ses présumés membres. Quelques interpellations et interrogatoires ont déjà eu lieu courant novembre. Nous tenons à affirmer, à toutes fins utiles que nous sommes d'ores et déjà prêts à répondre sans délais à toute arrestation ou inculpation en intervenant en liaison avec les autres groupes révolutionnaires ou antimilitaristes.

22

PLUS D'ACCORD ! Jean Pierre Bocheran, employé aux PTT, qui a «fait l'Algérie» passera en procès le vendredi 15 décembre 78 au tribunal de Grande Instance de Guingamp pour avoir refusé plusieurs fois son fascicule de mobilisation et avoir tenu des propos antimilitaristes. Vous pouvez envoyer une lettre de soutien au Président du tribunal de Grande Instance et venir le soutenir le jour de son procès.

Les Circauds



Week-end 16-17 décembre (à partir de 14h), Informations sur les rayonnements ionisants. Avec la participation de J. Pignero de l'Apri.

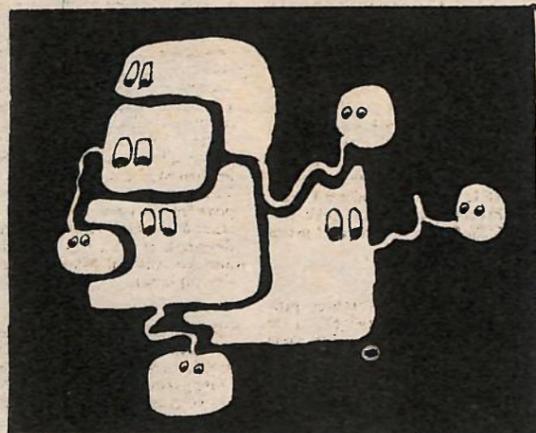
- Informations générales sur les formes de rayonnements : naturel, nucléaire, radiologique.
- Avec le développement de l'industrie nucléaire de nouvelles catégories de travailleurs sont et seront exposés à l'irradiation, parfois sans le savoir.
- Les militants de l'Apri ont rassemblés sur ce sujet une série d'informations et de témoignages. Participation : 65F

23 24 25 décembre. Redécouverte du sens rythmique. Approche d'une méthode d'apprentissage de rythme, basée sur des repères corporels. Cette méthode s'utilise collectivement, de façon à retrouver les fondements de jeux en groupe : polyrythmie de groupe, jeux d'écoute des autres, découverte de sons, approche des percussions rythmiques. Participation aux frais : 150F, versement à l'inscription : 30F.

26/27/28 Décembre : Energies renouvelables A la suite d'un important courrier et d'une demande croissante d'information sur ces sujets nous proposons une rencontre sur trois jours :
26 décembre : Energie solaire, énergie éolienne
27 décembre : Energie tirée de la biomasse (biométhane), avec la participation de B. Lagrange, auteur d'un livre sur le sujet
28 décembre : Energie hydraulique, avec la participation de M. Cazeau, initiateur d'un projet de reconstruction d'un site hydraulique (cf. GO n°230).

Le déroulement de ces journées comprendra
- la présentation d'expériences et d'installations
- une information générale et pratique sur le matériau, les documents, les adresses de groupes de fournisseurs
- l'amorce d'un débat sur les utilisations de ces énergies et l'alternative qu'elles représentent.

Renseignements et inscriptions : Centre de rencontres - Les Circauds - Oyé - 71 610 Saint Julien de Civry. Tél.: (85) 25 82 89.



Abonnement

170F à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger. 150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)
NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

Souscription

Je joins la somme de francs en soutien à la GO. Bulletin à retourner à la GO, St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette (chèque à l'ordre des Editions Patatras).

- échange gratuit de publicité -

C'est dans le dossier
**«FOLIE DURE
FOLIE DOUCE»**
du numéro de Décembre
avec les dingues,
Higelin, fous,
Ste Anne, tarés,
Laborde, quel vélo?,
bargéots, asiles,
malades, frappés,
Debré, chtarbés.
et aussi Volny,
Caussimon, Jazz, BD,
Antirouille

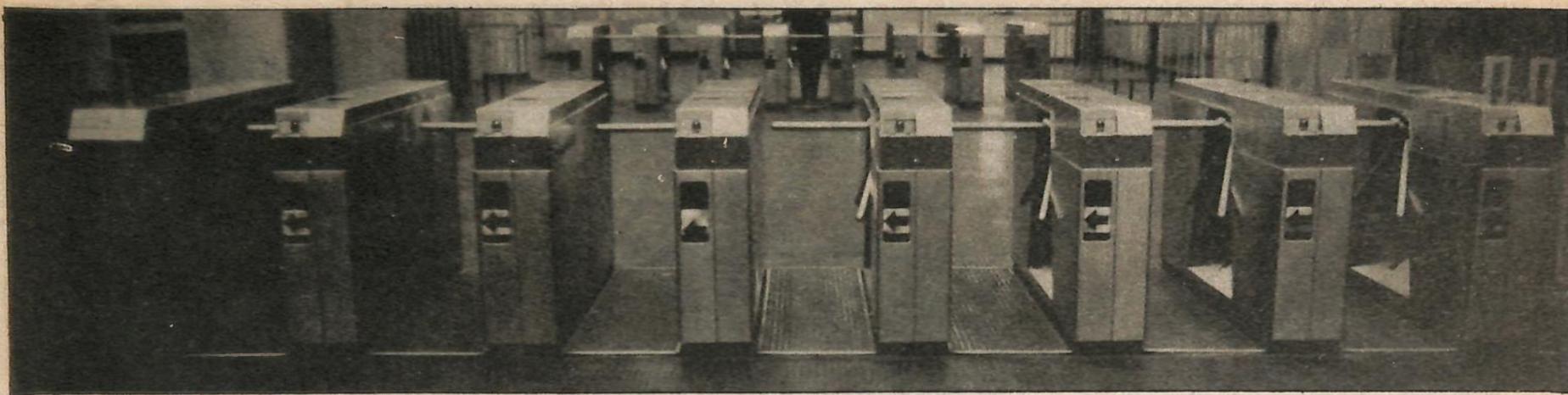


Photo Lambours

Convergence antinucléaire

Après la «convergence vers l'autogestion»,
voici la «convergence antinucléaire».
La Gueule Ouverte poursuit sa contribution
au débat sur les élections européennes.

Force est de constater que l'agitation écologique n'a pas provoqué jusqu'à présent des résultats bouleversants: EDF continue de nucléariser le territoire, l'Etat continue sa promotion d'une société ad hoc, l'Europe continue son élaboration vers une supranationalité à mesure des ambitions du siècle.

Face aux monstres, le mouvement écologique a su garder sa fraîcheur, son charisme et sa bonne volonté, mais pour ce qui est de rassembler autour de lui un large consensus populaire, on ne peut pas dire que ce soit très réussi.

Afin de sortir le mouvement écologique de sa marge, de manière qu'il puisse s'appuyer sur des bases plus solides, quelques personnes lancent à titre individuel un appel à tous les anti-nucléaires: Chantal Habert, Georges Menetier et Alex Néri, au nom du groupe de travail qui a élaboré le projet, proposent une convergence qui doit présenter une liste aux élections européennes «en dehors de tout groupe ou mouvement, selon des modalités pratiques rigoureuses, sans compromission avec l'institution». Il s'agit en effet de rassembler tous les individus, quels qu'ils soient, pour provoquer les conditions d'un véritable débat national sur la question nucléaire. Ils partent du principe qu'il vaut mieux rassembler le plus de gens possibles sur un objectif précis que moins de gens sur un projet global de société; d'autant que les écologistes, c'est maintenant évident, n'ont pas de projet de société à l'échelle européenne.

Toute la campagne de la Convergence Anti-Nucléaire (CAN) portera donc sur l'information et les propositions d'une alternative au nucléaire: en insistant sur les aspects européens du nucléaire, on rafraîchira la mémoire des citoyens à propos des participations financières allemande et italienne du superphénix, des contrats de retraitement de la Hague, et d'une très intéressante institution nommée Euratome; bien des gens sont familiarisés avec la CEE (Communauté Economique Européenne) la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) mais peu connaissent bien la troisième partenaire: Euratome. Ralentir ou arrêter le nucléaire, ce serait ouvrir la porte à des projets alternatifs qui s'imposeraient alors d'eux-mêmes.

Pour ce qui concerne les modalités pratiques, c'est un peu compliqué mais les auteurs ont le mérite d'avoir fait preuve d'une certaine imagination: ils suggèrent d'attendre la date du 31 mars pour décider s'il y aura liste ou pas, mettant à profit les quatre mois à venir pour «sonder» les écologistes et voir si l'aventure électorale vaut d'être tentée ou non. Pour ce faire, ils vont diffuser par tous les moyens le texte de leur projet, dont vous avez ici la primeur, et ils attendent des réponses individuelles, qu'elles soient nominatives ou anonymes, avec indication du département et de la ville (voir bulletin de réponse ci-après).

Au 31 mars 79, si 15000 réponses de soutien sont parvenues, soit 170 par département (0,03% de la population) ils se lancent officiellement dans la campagne. Dans le cas contraire, ils ne vont pas plus loin...

Si l'objectif des 15000 est atteint, un énorme travail d'organisation aura lieu alors: il faudra établir la liste des 81 candidats, parmi ceux qui se seront proposés dans leurs réponses, proportionnellement au nombre de réponses par département. Ainsi, les départements qui auront fourni un fort taux de réponses auront un nombre de candidats élevé.

C'est le Comité Départemental qui désignera lui-même les candidats en question, ceci afin que les candidats ne soient pas choisis «au sommet», tout en respectant le fonctionnement régional du mouvement écologique.

Exemple: si la région d'Alsace envoie beaucoup de réponses, et qu'on détermine par proportion qu'elle aura X candidats, ce sont les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin qui désigneront eux-mêmes ces X candidats.

La désignation devrait se faire la première semaine d'avril. Dès la deuxième semaine d'avril, ce sera l'ordre de la liste qui sera à son tour déterminé: les 81 candidats s'élimineront eux-mêmes, par un vote à bulletin secret, de la façon suivante: chacun des 81 établit une liste classée de 20 noms, avec attribution de points (20 au 1er, 19 au 2ème, etc, jusqu'à 1 au 20ème). La somme des points obtenus par chaque candidat déterminera une liste classée de noms qui sera complétée par ceux non cités.

Le principe de la campagne elle-même repose sur la séparation des fonctions, les uns s'occupant de la partie administrative, les autres de la militance, les troisième de la partie «officielle» du machin, du genre comité et nomination de porte-parole national. La CAN compte beaucoup sur le soutien de personnalités du monde scientifique, qui devraient donner une caution indispensable si la campagne veut avoir un minimum de crédibilité.

Les frais de la campagne ayant été évalués à 3 000 000 F en tout, il faudrait que les 15000 personnes qui auront répondu favorablement se débrouillent pour réunir 200 F chacune, ce qui sera difficile mais pas impossible.

Nous publions ci-contre la Charte des candidats et le bulletin de participation. Nous vous demandons instamment DE NE PAS RENVOYER CE BULLETIN A LA GO mais à l'adresse indiquée. Nous ne pouvons matériellement nous charger de faire suivre...

En revanche, vos commentaires seront toujours les bienvenus.

Catherine Decouan

Charte des candidats

Préambule

La charte ci-dessous engage les 81 candidats :

- au moins jusqu'au 10 juin 1979 : c'est-à-dire pendant la durée de la campagne électorale.

- au-delà et pour cinq ans (législature européenne) en cas d'élection de députés.

Bien qu'imposant quelques règles strictes, ce document précise surtout «l'esprit» avec lequel les candidatures doivent être envisagées, et ce qu'elles impliquent de comportement ultérieur. Cet «esprit résume l'ensemble de l'objectif du projet de la «convergence antinucléaire» :

- dans l'immédiat : profiter des élections pour commencer - enfin - un vaste débat national, sur le choix énergétique du nucléaire et tout ce qu'il implique et proposer des alternatives possibles.

- à terme, continuer ce débat en utilisant, le cas échéant, les résultats positifs des élections (députés, argent, coordination nationale...)

La charte

J'approuve «l'esprit général» du projet résumé dans le préambule, accepte les modalités pratiques indiquées dans ce document, notamment la désignation de la liste, et m'engage à respecter les propositions suivantes :

1) Rôle et comportement des députés

Les députés :

- acceptent le «statut administratif» et les formalités nécessaires pour être effectivement «député européen» avec les avantages (immunité, protection légale, droit à l'information, secrétariat, traitement, etc...)

- ne participeront pas aux débats, vote..., sauf en ce qui concerne les thèmes de la convergence (modalités à définir)

- abandonnent leur traitement à la caisse du mouvement. Ils sont rémunérés des frais et salaires éventuellement perdus pendant leur mandat (voir ci-après Gestion)

Règle générale de comportement :

Les députés profiteront de leur statut européen pour agir dans l'esprit ci-dessus : diffusion d'informations publiques, etc...

2) Compétents et porte-parole

- comme pendant la campagne, les députés, en accord avec les 81 pourront utiliser les compétences de leurs actions

- les 81 confirmeront un porte-parole national de la Convergence. Désigné pour un an, il sera mandaté pour réagir immédiatement à tout événement, information, etc... relatif aux thèmes de la Convergence. Au besoin, il fera appel aux compétents. L'efficacité de son intervention doit être la règle.

3) Gestion des fonds du mouvement

Sujet délicat... Nous avançons quelques idées :

- Compte spécial, géré dans l'immédiat par une commission des 81 et alimenté par le traitement des députés et l'excédent éventuel de la campagne.

Affectation des dépenses. Nous proposons :

a) les frais divers et rémunérations ci-dessus (députés + compétents + porte-parole)

b) le «retour» d'argent dans les régions par l'intermédiaire des 81 et de comités régionaux pour aider et soutenir des luttes précises (constitution de GFA, procédure administrative de recours, etc...)

c) édition et diffusion nationale de documents... rares (plan ORSEC-RAD, enquêtes diverses, rapports de sécurité...)

d) financement de projets alternatifs, prototypes, recherches ponctuelles (exemples : maison solaire, éolienne, etc...)

4) Rôle des 81. Organisation du mouvement

En cas de succès aux élections, les conditions seraient réunies pour la mise en place d'une coordination nationale. Les 81 devront, dans les mois qui suivent, faire des propositions précises en ce sens.

A terme, la coordination nationale, émanation de la Convergence aura pour rôle :

- d'utiliser les députés, compétents, porte-parole, argent, pour mener la lutte antinucléaire au niveau national et européen.

- d'analyser, réfléchir, proposer des stratégies d'action du mouvement, selon l'évolution de la situation économique et politique.

Fait à le

BULLETIN DE REPONSE

NOM, PRENOM..... TEL.....
ADRESSE..... VILLE..... DEPARTEMENT.....

- APPROUVE CE PROJET
- RECEVRA UN SOUTIEN FINANCIER DEF
- ACCEPTE D'ETRE CANDIDAT A LA CANDIDATURE DES 81
SE PROPOSE POUR LE COMITE DEPARTEMENTAL DE CAMPAGNE
Cocher les cases - joindre 3 timbres à 1,20F. Retourner à l'adresse suivante :
: Alex NERI BP 33 - 78170 La Celle St Cloud.

LE DEPARTEMENT LE PLUS ANTINUCLEAIRE RECEVRA UN
ABRI ANTI-ATOMIQUE !